



2022

**Triennale**  
Maurice | 19-21 octobre 2022

# RAPPORT DE SYNTHÈSE GENERAL



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika  
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا  
Association for the Development of Education in Africa  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



**RÉPUBLIQUE DE MAURICE**  
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement  
Tertiaire, des Sciences et de la Technologie



## Triennale 2022 de l'ADEA

« Réflexion sur l'impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains, et comment renforcer la résilience pour soutenir le développement des compétences pour le continent et au-delà »

### RAPPORT DE SYNTHÈSE GÉNÉRAL

Le Méridien Île Maurice  
Village Hall Lane, Pointe aux Piments 21304  
Maurice

19 – 21 octobre 2022

# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>ACRONYMES.....</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ ANALYTIQUE.....</b>	<b>1</b>
Introduction :.....	1
Points forts des discussions :.....	2
Principales recommandations :.....	2
Conclusion :.....	7
<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>8</b>
1.1. Historique et contexte : l'après-Dakar 2017 – l'attention mondiale et continentale et la pandémie de COVID-19 .....	10
1.2. Triennale 2022 : Bâtir des systèmes éducatifs résilients en Afrique .....	11
1.3. Les consultations des parties prenantes fondées sur des données probantes ont influé sur les questions abordées.....	14
1.3.1. <i>Impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains.....</i>	<i>15</i>
1.3.2. <i>Améliorer l'alphabétisation de base, la numératie et l'apprentissage social et émotionnel.....</i>	<i>17</i>
1.3.3. <i>Remodeler le développement des compétences techniques et professionnelles en tenant compte de la numérisation.....</i>	<i>19</i>
1.3.4. <i>Réimaginer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Afrique .....</i>	<i>20</i>
1.3.5. <i>Relever le défi des données sur l'éducation et les compétences en Afrique .....</i>	<i>22</i>
1.3.6. <i>Tirer parti de la numérisation et des EdTech pour améliorer la prestation durable de l'éducation et de la formation en Afrique.....</i>	<i>24</i>
1.3.7. <i>Améliorer l'accès et l'équité en fournissant une éducation de qualité aux groupes vulnérables.....</i>	<i>27</i>
<b>2. PARTICIPATION, RÉUNIONS AVEC LES PARTENAIRES ET EXPOSITIONS.....</b>	<b>29</b>
2.1. Principaux points à retenir des événements organisés par les partenaires.....	31
<b>3. SEANCES D'OUVERTURE OFFICIELLES, PLENIERES ET EN GROUPES.....</b>	<b>35</b>
3.1. Ouverture Officielle .....	35
3.2. Table ronde des Ministres et des PDG en session plénière.....	39
3.2.1. <i>Apprentissage Fondamental.....</i>	<i>39</i>
3.2.2. <i>DCTP et enseignement supérieur.....</i>	<i>41</i>
<b>4. RECOMMANDATIONS POUR CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS RÉSILIENTS EN AFRIQUE.....</b>	<b>44</b>
4.1. L'impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains .....	44

4.2. Améliorer l'apprentissage fondamental de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que l'apprentissage social et émotionnel .....	46
4.3. Réaménagement du développement des compétences techniques et professionnelles en tenant compte de la numérisation.....	49
4.4. Réinventer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Afrique .....	52
4.5. Relever le défi des données sur l'éducation et les compétences en Afrique.....	56
4.6. Adopter la numérisation pour améliorer l'offre durable d'éducation et de formation en Afrique.....	58
4.7. Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation et la formation pour les populations d'apprenants vulnérables .....	59
<b>5. CLÔTURE OFFICIELLE.....</b>	<b>62</b>
<b>6. CONCLUSION .....</b>	<b>64</b>
<b>7. ANNEXE.....</b>	<b>65</b>

## ACRONYMES

---

ACA	Association africaine des programmes scolaires
ACQF	Cadre continental africain des certifications
ACU	Association des universités du Commonwealth
ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AEDPI	Initiative pour des politiques de développement économique en Afrique
AFD	Agence française de développement
APHRC	Centre de recherche africain sur la population et la santé
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine - Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
BAD	Banque africaine de développement
BEAR	Une meilleure éducation pour l'essor de l'Afrique
BID	Banque islamique de développement
CEA	Centre d'excellence dans l'enseignement supérieur en Afrique
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique
CHOGM	Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth
CIEFFA	Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie
CRDI	Centre de recherche sur le développement international
CTA	Engagement à l'action
CUA	Commission de l'Union africaine
DCTP	Développement des compétences techniques et professionnelles
DHS4E	Système de santé de district pour l'éducation
DTSfA	Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique
EA	Enseignement et apprentissage
EDC	Education Development Center
EdTech	Technologie de l'éducation
EES	Établissements d'enseignement supérieur
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EPE	Éducation de la petite enfance
ES	Enseignement supérieur
ESRS	Enseignement supérieur et recherche scientifique
ESSA	Éducation en Afrique subsaharienne

FAWE	Forum des éducatrices africaines
FILL	Alphabétisation et apprentissage familiaux et intergénérationnels
FinCEED	Centre finlandais d'expertise en éducation et développement
GEMR	Rapport mondial de suivi sur l'éducation
GIZ/BMZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
GRP	Pédagogie sensible au genre
HCA	Human Capital Africa
IFADEM	Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
IFEF	Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation
IPE	Institut international de planification de l'éducation
IIRCA	Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique
IPED	Institut panafricain de l'éducation pour le développement
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
KIX	Partage de connaissances et d'innovations
LEARN	Réseau d'analyse des résultats de l'éducation
MOOC	Cours en ligne ouverts et massifs
ODD4	Objectif de développement durable 4
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisations de la société civile
PAL	People's Action for Learning (Action populaire pour l'apprentissage)
PAPSE	Projet d'amélioration de la prestation des services éducatifs
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
PASET	Partenariat pour les compétences en sciences appliquées, ingénierie et technologie
PhD	Docteur en philosophie
PIB	Produit intérieur brut
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PQIP	Pôle de qualité inter-pays
QG	Siège social
R&D	Recherche et développement

ROK	République de Corée
S&E	Suivi et évaluation
SACMEQ	Consortium du Sud et de l'Est africains pour le suivi de la qualité de l'enseignement
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIGE	Système d'information de gestion de l'éducation
SNDS	Stratégie nationale pour le développement de la statistique
STC-ESTI	Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science, la technologie et l'innovation
STIM	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
TaRL	Enseigner au bon niveau
TEIMS	Tendances de l'enquête internationale sur les mathématiques et les sciences
TES	Sommet sur la transformation de l'éducation
TIC	Technologie de l'information et de la communication
TV	Télévision
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UIL	Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence américaine pour le développement international
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine
21CCEM	21 <sup>e</sup> Conférence des ministres de l'éducation du Commonwealth
4IR	Quatrième révolution industrielle

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

### Introduction :

L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) a organisé avec succès la 3<sup>e</sup> édition de sa Triennale avec le gouvernement mauricien par le biais du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, des sciences et de la technologie. L'objectif global de cet événement phare était de dresser un bilan, d'apprendre et de partager des expériences fructueuses sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation et d'identifier et de s'engager collectivement à développer, les moteurs et les conditions nécessaires pour renforcer la résilience des systèmes éducatifs africains pour le développement des compétences. Cet événement a été abrité par l'hôtel Le Méridien du 19 au 21 octobre 2022 sous le thème général « **Réflexion sur l'impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains et comment renforcer la résilience pour soutenir le développement des compétences pour le continent et au-delà** ».

Plus de 800 participants en personne et virtuels, dont 12 ministres en charge des différents sous-secteurs de l'éducation, des chefs de délégations nationales, des organisations régionales et continentales, ainsi que des PDG et des représentants de haut niveau de partenaires, ont participé à l'événement.

Les quatre sous-thèmes et les trois thèmes transversaux suivants ont permis d'analyser le thème principal :

Sous-thèmes	Thèmes transversaux
<ol style="list-style-type: none"><li>1. Impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains.</li><li>2. Amélioration de l'apprentissage fondamental de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que l'apprentissage social et émotionnel</li><li>3. Remodelage du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) en tenant compte de la numérisation</li><li>4. Réinvention de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique</li></ol>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Résolution du défi des données sur l'éducation et les compétences en Afrique</li><li>2. Utilisation des TIC pour l'éducation tout en tirant parti de la numérisation et des technologies de l'éducation</li><li>3. Amélioration de l'accès et de l'équité en fournissant une éducation de qualité aux groupes vulnérables</li></ol>

Les principaux partenaires de l'éducation, notamment l'AFD, la Banque africaine de développement, la Fondation Bill et Melinda Gates, le KIX du GPE, la Banque islamique de développement, la Fondation LEGO, la Fondation Mastercard, l'UNESCO et l'USAID ont apporté leur soutien à la Triennale.

S.E. Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, Vice-première ministre et Ministre mauricienne de l'éducation, de l'enseignement supérieur, des sciences et de la technologie a procédé à l'ouverture officielle de la Triennale. S.E. Dr Monica Musenero, Ministre ougandaise de la science, de la

technologie et de l'innovation a prononcé le discours de l'ouverture. Elle est également la Présidente du Bureau du Comité technique spécialisé de l'UA sur l'éducation, la science technologie et l'innovation du l'Union africaine (Bureau du CTS-ESTI UA) et Présidente du Comité directeur de l'ADEA. La cérémonie d'ouverture officielle a également été marquée par des messages de solidarité de la part des principaux partenaires de développement, tandis que S.E. Prof. Mariatou Koné, Ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation de Côte d'Ivoire a prononcé le discours d'ouverture sur le thème « L'Afrique et la COVID-19 : Il est temps de reconstruire en mieux et de façon plus résiliente les systèmes éducatifs ».

Plusieurs réunions parallèles avec des partenaires, des expositions, des engagements pléniers, dont la table ronde des ministres et des PDG et les résultats renouvelés du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) de 2022 ont alimenté les discussions de la Triennale et contribué à son succès global.

## **Points forts des discussions :**

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'impératif d'une planification proactive en gardant à l'esprit les situations de crise. Cela fait suite à l'impact désastreux de la pandémie sur l'accès, la pertinence et la qualité de l'éducation, en particulier pour les apprenants en situation défavorisée et vulnérable et ceux ayant des besoins éducatifs spéciaux.

L'Afrique reste confrontée à des défis sans précédent en matière d'apprentissage fondamental, avec de faibles niveaux de maîtrise de la lecture et de connaissances de mathématiques dans les écoles primaires.

En ce qui concerne le DCTP, il est impératif de disposer de données de qualité, les technologies innovantes et perturbatrices sont devenues un mode de vie et de travail, la promotion de l'esprit d'entreprise est une entreprise complexe et le partenariat avec le secteur privé est essentiel pour consolider la formation par compétence afin de garantir la pertinence des compétences acquises.

Alors que les États membres font preuve d'une bonne volonté accrue pour dialoguer sur les politiques, la programmation et les pratiques de l'enseignement supérieur et pour collaborer afin de combler les déficits de financement et d'améliorer la conduite de la recherche, la concentration exclusive sur le développement des infrastructures sans que l'on accorde la priorité à la recherche et développement peut ralentir les efforts existants visant à partager les résultats scientifiques, notamment sur la base de l'expérience de la COVID-19.

Il est très important de prendre des décisions qui sont bien étayées par des données probantes, d'où la nécessité de disposer de données de qualité. Les domaines nécessitant l'utilisation des technologies de l'éducation doivent être classés par ordre de priorité et contextualisés dans la numérisation et le ciblage des interventions afin d'améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation, tout en tenant compte intentionnellement de l'impact des politiques du genre et du handicap afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

## **Principales recommandations :**

## 1. Impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains : Renforcer la résilience aux chocs et aux crises similaires.

- **Construire des systèmes éducatifs durables et résilients qui anticipent les chocs et les crises.** Élaborer des plans d'urgence fonctionnels basés sur le contexte éducatif africain. Communiquer les plans et les modifications ultérieures aux différents acteurs et parties prenantes du système.
- **Promouvoir l'apprentissage croisé et responsabiliser les enseignants.** L'apprentissage mutuel et le partage d'expériences ont été puissants dans la planification nationale de l'atténuation pour l'éducation. Il faut également donner aux enseignants et aux éducateurs les moyens d'être réactifs, de s'adapter et d'innover pour trouver des solutions.
- **Adopter une approche multisectorielle.** Éviter la planification en vase clos et collaborer avec d'autres partenaires et secteurs tels que les infrastructures, la santé, les finances et la nutrition dans le cadre d'une approche pangouvernementale.
- **Mettre à contribution les programmes communautaires.** Compléter les programmes par des modes d'apprentissage et l'apprentissage en ligne. S'appuyer sur les comités de gestion des écoles pour compléter et étendre ce que les gouvernements et les partenaires au développement font au niveau de base.
- **Lancer, là où il n'en existe pas, des programmes de réinsertion scolaire, en particulier pour les filles,** à la suite d'une catastrophe telle que la COVID-19, pour s'assurer que l'apprentissage ne s'arrête pas brusquement.
- **Institutionnaliser des mécanismes** qui apportent un soutien supplémentaire au personnel et aux apprenants qui connaissent des problèmes de santé mentale.
- **Travailler avec de jeunes entrepreneurs en phase de démarrage** pour développer des solutions innovantes.

## 2. Améliorer l'importance, la responsabilité et la capacité de l'apprentissage fondamental<sup>1</sup> en Afrique.

- **Assurer la disponibilité de données exactes et accessibles pour suivre les progrès réalisés par rapport aux engagements en matière d'apprentissage fondamental.** Promouvoir l'utilisation des outils existants, engager un dialogue sur les politiques et les programmes au sein des pays et entre eux et impliquer les citoyens, les parents et les communautés dans le processus d'évaluation et de remédiation et dans le suivi des progrès de l'apprentissage fondamental.
- **Faire de l'application des principes de la pédagogie structurée une priorité absolue de l'éducation pour maintenir ou aller au-delà des acquis de l'apprentissage fondamental.** Adopter les principes des programmes de pédagogie structurée qui ont fait leurs preuves, notamment l'utilisation quotidienne de ressources structurées, de systèmes de remédiation et d'informations sur l'évaluation pour aligner l'enseignement sur les besoins d'apprentissage.
- **Fournir un soutien continu aux enseignants pour passer avec succès de l'évaluation de l'enseignement à l'évaluation aux fins de l'enseignement et pour renforcer la capacité des enseignants à soutenir l'apprentissage social et émotionnel des enfants**

---

<sup>1</sup> L'apprentissage fondamental de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que l'apprentissage social et émotionnel.

**et à préserver leur bien-être.** Former les enseignants sur la manière d'intégrer l'évaluation dans l'enseignement et de donner un feedback à chaud. Clarifier leur rôle dans la mise à l'échelle des programmes de pédagogie structurée et comment appliquer une approche systémique dans l'élaboration des évaluations afin d'aligner ce qui est évalué et pourquoi.

- **Inculquer la responsabilité mutuelle et les partenariats pour maintenir l'élan généré lors de la Triennale.** S'appuyer sur l'expression sans précédent de la solidarité lors de la Triennale pour négocier d'autres partenariats. Réactiver et exploiter les mécanismes existants d'apprentissage entre pairs et les communautés de pratique pour qu'ils prennent racine parmi les acteurs de l'éducation, en plus d'une plus grande implication des parents et des communautés.

### 3. Repenser le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) en tenant compte de la numérisation et de la quatrième révolution industrielle.

- **Trouver des sources alternatives de financement du DCTP pour compléter les fonds publics et soutenir les apprentissages.** Créer des modèles de financement durables grâce à des structures de cofinancement et de copropriété.
- **Promouvoir l'application des solutions de technologie de l'éducation aux métiers de l'apprentissage, pour favoriser la qualité de la production.** Faire évoluer les mentalités, améliorer la qualité et intégrer les compétences numériques.
- **Veiller à ce que les universités techniques et polytechniques n'imitent pas les universités de recherche classiques et mettent plutôt l'accent sur le développement de compétences axées sur la pratique et les innovations technologiques.** Offrir aux apprenants une voie leur permettant d'acquérir des compétences tournées vers l'emploi et l'esprit d'entreprise au niveau le plus élevé possible.
- **Promouvoir la cohérence des politiques en tirant les leçons de leurs échecs.** Contextualiser la politique par rapport à la situation du pays. Pour éviter de se conformer aveuglément à des indicateurs conçus par d'autres à leurs propres fins, adopter les normes mondiales avec l'esprit africain et les spécificités du pays.
- **Accorder la priorité à la formation des formateurs, notamment dans l'industrie ou dans le cadre de stages** et mettre en œuvre des programmes de développement continu afin de promouvoir l'amélioration des compétences, le recyclage et la polyvalence.
- **Changer la perception du DCTP.** Améliorer la qualité de l'offre de DCTP pour attirer les élèves les plus performants. Accorder la priorité à sa fonctionnalité et à son utilité, promouvoir la portabilité des ensembles de compétences et des micro-qualifications et la différenciation interne et externe en lieu et place de la seule différenciation verticale.
- **Éviter la formation axée sur la spécification étroite des emplois et adopter de nouvelles formes de formation intégrée au travail.** Former des partenariats et effectuer des analyses comparatives avec les institutions africaines d'EFTP/DCTP.
- **Nouer des partenariats avec le secteur privé pour consolider la formation par compétence afin de garantir la pertinence des compétences acquises.** Adopter une approche gagnant-gagnant offrant des avantages tant pour les entreprises (tels que des réductions fiscales) que pour les apprenants (acquisition de compétences pour le lieu de travail).

- **Souligner l'importance et l'utilisation, des données dans le diagnostic des défis auxquels se heurte le DCTP.** Le manque de données et d'éléments de recherche constitue un sérieux défi pour le développement et la modernisation du DCTP.
- **Créer un groupe de réflexion continental sur le DCTP** pour soutenir la revitalisation de l'EFTP en Afrique, sous la direction de Maurice.

#### 4. Réinvention de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique.

- **Innover en ce qui concerne les options de financement de la recherche dans l'enseignement supérieur afin d'éclairer les politiques, les programmes et les pratiques.** Promouvoir le financement endogène pour une meilleure adéquation entre la recherche et le développement. Cibler les fonds nationaux disponibles et mobiliser les fonds des donateurs pour la recherche. Développer des mécanismes qui encouragent les échanges interuniversitaires et qui permettent aux universités et aux industries de tirer un bénéfice mutuel.
- **Renforcer la capacité du personnel de l'enseignement supérieur à entreprendre des recherches solides et à mettre en œuvre des programmes de développement des compétences pour l'Afrique.** Encourager et gérer une recherche solide et collaborative dans l'enseignement supérieur pour un impact, basée sur la confiance et le bénéfice mutuel. Promouvoir la publication collaborative tout en évitant la massification non réglementée des publications des universités afin de garantir la qualité et la responsabilité.
- **Encourager les partenariats stratégiques entre les universités et autres établissements d'enseignement supérieur (EES) en Afrique.** Promouvoir les établissements d'enseignement supérieur et les DCTP axés sur les possibilités. Accélérer la transition bleue, verte et numérique ainsi que la croissance des emplois dans le domaine du développement humain.
- **Maintenir les possibilités d'apprentissage stratégique entre pairs et généraliser l'utilisation de données et de preuves** pour la prise de décision dans l'enseignement supérieur.
- **Continuer à améliorer l'assurance qualité et l'harmonisation des qualifications** pour renforcer la libre circulation de la main-d'œuvre et des compétences, tout en contribuant à la transparence des qualifications et à la confiance entre les cadres de qualifications africains.

#### 5. Relever le défi des données dans les systèmes éducatifs africains.

- **Passer du discours traditionnel à l'économie des données.** Aller au-delà de la valeur de la possession de données et mettre l'accent sur les personnes qui peuvent utiliser les données, telles que les écoles.
- **Développer des méthodes innovantes de collaboration avec les responsables politiques et les décideurs d'autres ministères,** comme celui des finances, afin d'affecter davantage de fonds à l'amélioration de l'utilisation de données de qualité pour promouvoir l'éducation et les compétences.
- **Renforcer les capacités des unités concernées au sein des ministères,** au-delà de la formation, par l'apprentissage entre pairs, l'échange de connaissances et d'expériences et des séances de restitution des événements auxquels le personnel participe.

- **Institutionnaliser les actions sur les données pour garantir la durabilité et la résilience, tout en étant conscient des différents contextes nationaux.** Faire pression pour l'incorporation de programmes qui soutiennent la fourniture de données sur l'éducation et les compétences dans le cadre du budget national et institutionnaliser des programmes de renforcement des capacités pour les établissements d'enseignement et les systèmes nationaux d'évaluation.
- **Adopter une approche multisectorielle pour remédier à la fragmentation de la collecte et de la conservation des données.** Développer des stratégies et des plans de communication à long terme ou renforcer ceux existant déjà. Encourager la collecte et le partage des données en tirant parti de la sagesse collective de toutes les parties prenantes et en créant une communauté de pratique.

## 6. Adopter la numérisation pour améliorer l'offre durable d'éducation et de formation en Afrique.

- **Mettre davantage l'accent sur la dimension éducative lors de la formulation des politiques et de la conception ou de la mise en œuvre des initiatives promouvant les technologies de l'éducation et établir un lien avec les résultats d'apprentissage.** Cela permettra de mieux cibler notre approche de la technologie numérique dans notre contexte et la manière dont elle peut contribuer à atteindre les buts et objectifs de la politique de l'éducation.
- **Exploiter les connaissances sur les innovations locales tirant parti des technologies pour atteindre des objectifs éducatifs plus pertinents pour de nombreux contextes sur le continent.** Identifier les solutions locales qui peuvent être mises à l'échelle et élaborer des stratégies de mise à l'échelle, pour accélérer le déploiement pertinent de la technologie numérique.
- **Adopter une approche écosystémique dans le domaine des technologies éducatives** afin de favoriser un déploiement résilient et durable des technologies et **adopter une approche inclusive** pour toutes les parties prenantes afin de construire l'écosystème de l'éducation numérique.
- **Tirer parti des technologies disponibles pour aller au-delà de la dotation des enseignants en compétences numériques et contribuer à faire des enseignants des leaders** capables de piloter un déploiement significatif de la technologie numérique dans les écoles et les communautés.
- **Fournir des investissements dédiés à la transformation numérique et aux infrastructures.** Tirer les leçons des modèles existants de formation continue pour les enseignants et référencer les boîtes à outils et les modèles de maturité pour faciliter la concentration sur les spécificités des pays en ce qui concerne le développement de l'éducation.

## 7. Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation et la formation des populations vulnérables.

- **Réviser continuellement les politiques** en fonction des tendances mondiales en matière d'éducation afin de garder sa pertinence, **rendre les politiques opérationnelles et documenter les leçons** tirées afin d'éclairer la pratique.

- **Concevoir des interventions contextualisées** en référence à une variété de zones géographiques et **impliquer les bénéficiaires participants** pour assurer une mise en œuvre efficace des projets ou des programmes.
- **Mettre en place des interventions pédagogiques durables** par le biais du mentorat et des pratiques parallèles et **encourager l'utilisation de la boîte à outils de la pédagogie sensible au genre (GRP)** pour les enseignants, les formateurs et les dirigeants dans l'optique de faciliter l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation.
- **Faire appel à des professionnels pour sensibiliser les communautés** à la nécessité d'inscrire les enfants handicapés dans les écoles afin d'en améliorer l'accès.

## **Conclusion :**

La Triennale 2022 de l'ADEA a réaffirmé l'engagement de réformer les systèmes éducatifs du continent, après l'expérience de la pandémie de COVID-19, pour qu'ils soient de meilleure qualité, alignés sur les besoins réels de l'Afrique et plus résistants aux chocs extérieurs. Les ministres africains de l'éducation et de la formation, les représentants des principales institutions panafricaines et des partenaires au développement ont réaffirmé leur engagement et leur soutien à l'éducation en Afrique afin de s'assurer que le continent surmonte les défis d'apprentissage identifiés, en particulier au niveau de la formation initiale, du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP), de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, compte tenu de l'impact négatif de la COVID-19. Les ministres ont renouvelé leur engagement à agir sur les résultats du Sommet sur la transformation de l'éducation et à mettre en œuvre les recommandations de suivi de la Triennale 2022 de l'ADEA. L'Ouganda organisera la prochaine Triennale de l'ADEA.

## 1. INTRODUCTION

---

L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) est une voix essentielle et un forum de dialogue politique sur l'éducation en Afrique. L'impact attendu du travail de l'ADEA est de d'outiller les pays africains pour développer des systèmes d'éducation et de formation qui répondent à leurs besoins actuels et émergents et de conduire durablement la transformation sociale et économique de l'Afrique.

La Triennale de l'éducation est l'événement phare de l'ADEA et l'un des principaux forums africains de haut niveau pour le dialogue politique et le partage des connaissances et d'expériences fructueuses. Elle se concentre sur des thèmes essentiels qui transforment les systèmes éducatifs africains pour un développement social et économique durable.

Grâce à la Triennale, l'ADEA favorise les interactions continentales, régionales et transnationales, à l'appui de l'apprentissage et de l'échange de connaissances entre pairs. Lié au processus de planification stratégique de l'ADEA, l'événement offre une réflexion sur le passé et façonne l'avenir à travers des recommandations politiques tournées vers l'avenir et des engagements des parties prenantes.

L'ADEA a organisé la troisième édition de sa Triennale avec le Gouvernement mauricien par le canal du Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie. Cet événement a été abrité par l'hôtel Le Méridien du 19 au 21 octobre 2022 sous le thème général « **Réflexion sur l'impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains et comment renforcer la résilience pour soutenir le développement des compétences pour le continent et au-delà** ».

L'objectif général de la Triennale 2022 était de dresser un bilan, d'apprendre et de partager des expériences fructueuses sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation. Il s'est agi également d'identifier les moteurs et les conditions nécessaires à la promotion d'un système éducatif résilient pour le développement de compétences et de s'engager collectivement à les développer. Ci-après sont déclinés les objectifs spécifiques et les résultats escomptés :

### Objectifs spécifiques

- Réfléchir aux systèmes éducatifs africains avant et pendant la pandémie de COVID-19 afin de bâtir des systèmes éducatifs résilients aux crises futures.
- Promouvoir le partage des connaissances et des expériences sur les solutions pratiques et innovantes pour l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement et l'apprentissage, le perfectionnement professionnel des enseignants et l'enseignement à distance.
- Examiner, valider et adopter les tendances nouvelles/émergentes en matière de données probantes, de bonnes pratiques et d'innovations qui soutiennent la reconstruction de la future main-d'œuvre en Afrique par l'éducation.

- Identifier et définir les stratégies, les outils, les capacités, les ressources et autres facteurs nécessaires à l'opérationnalisation et à la mise en œuvre réussie des réformes prospectives.
- Forger un consensus, susciter un engagement et des partenariats entre les ministères et autres parties prenantes de l'éducation en Afrique pour la mise en œuvre des réformes proposées, alignées sur les engagements du Sommet sur la transformation de l'éducation.

## Résultats escomptés

- Réformes évaluées des systèmes éducatifs africains réalisées depuis la Triennale 2017 et forums annuels de dialogue politique de haut niveau organisés entre 2019 et 2022.
- Compréhension partagée des mécanismes permettant de bâtir un système d'éducation et de formation plus résilient, axé sur l'apprentissage fondamental, le DCTP, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Afrique.
- Connaissances, expériences, bonnes pratiques et solutions partagées pour éclairer les politiques et les programmes visant à améliorer l'utilisation de la numérisation dans le processus d'édification de systèmes éducatifs résilients.
- Favoriser les partenariats entre les principales parties prenantes afin de faire progresser l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des stratégies.
- Une déclaration finale qui stipule les engagements des parties prenantes, en particulier des ministres de l'éducation, pour la réalisation des objectifs fixés pour chacun des quatre sous-thèmes et du thème principal, ainsi que les engagements et le message d'appel à l'action du Sommet sur la transformation de l'éducation.

Les participants ont discuté et forgé un consensus autour d'un programme commun d'éducation et de formation tourné vers l'avenir, en se concentrant sur les quatre sous-thèmes et trois thèmes transversaux ci-après alignés sur le thème général :

- l'impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains ;
- l'amélioration de l'apprentissage fondamental de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que l'apprentissage social et émotionnel ;
- le remodelage du développement des compétences techniques et professionnelles en tenant compte de la numérisation ; et
- la réinvention de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique.

La Triennale a également adopté trois thèmes transversaux :

- La résolution du défi des données sur l'éducation et les compétences en Afrique ;
- L'utilisation des TIC pour l'éducation tout en tirant parti de la numérisation et des technologies de l'éducation ; et
- L'amélioration de l'accès et de l'équité en fournissant une éducation de qualité aux groupes vulnérables.

Les engagements renouvelés et les appels à l'action du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) de 2022 ont également sous-tendu les discussions lors de la Triennale et contribué à ses résultats et recommandations globaux, alignés sur les sous-thèmes et les thèmes transversaux.

## 1.1. Historique et contexte : l'après-Dakar 2017 – l'attention mondiale et continentale et la pandémie de COVID-19

Le Sommet sur la transformation de l'éducation (TES), qui s'est tenu en septembre 2022 à New York en réponse à une crise mondiale de l'éducation, a souligné le rôle de l'éducation dans la réalisation des objectifs mondiaux de développement durable et des objectifs des cadres continentaux tels que l'Agenda 2063 par le biais de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25). Liés aux crises induites par le changement climatique, aux conflits et à la pauvreté, les dirigeants mondiaux - y compris les décideurs africains - et les parties prenantes de l'éducation ont appelé à la mobilisation d'actions et de ressources, avec une plus grande responsabilisation, pour remédier aux pertes d'apprentissage occasionnées par la pandémie de COVID-19 et transformer de manière innovante l'éducation pour qu'elle soit plus résiliente sur la base de l'expérience de la pandémie et pour mieux préparer les apprenants d'aujourd'hui avec des connaissances et des compétences appropriées à un monde dont la trajectoire évolue rapidement.

Les 130 pays présents au Sommet sur la transformation de l'éducation se sont engagés à accorder la priorité à l'éducation et à la promotion de l'égalité des sexes par le biais de l'éducation et dans ce domaine. Près de la moitié d'entre eux ont mis l'accent sur la lutte contre la perte d'apprentissage en renforçant l'apprentissage fondamental, un tiers a soutenu le bien-être psychosocial aussi bien des élèves que des enseignants, deux tiers ont évoqué des mesures visant à compenser les « coûts directs et indirects de l'éducation pour les communautés économiquement vulnérables » et trois quarts des pays ont réitéré l'importance de politiques éducatives tenant compte de la dimension genre dans les appels à l'action. Exhortant les dirigeants à « agir dès à présent », les jeunes défenseurs des droits de l'homme ont exigé dans leur [Déclaration de la jeunesse](#) que « les décideurs incluent les jeunes dans la conception et la mise en œuvre des politiques liées à l'éducation, en tant que partenaires et non pas seulement en tant que bénéficiaires... [et] qu'ils investissent dans le leadership des jeunes et dans l'éducation transformatrice de la dimension genre » ([ONU, 2022](#)).

Plusieurs initiatives ont pris racine au niveau du continent, ayant un impact direct ou indirect sur l'éducation en Afrique, certaines adoptant une approche de collaboration globale. Il s'agit notamment de la proposition de faire de l'éducation le thème de l'Afrique pour 2023, de la zone de libre-échange continentale africaine ([ZLECAf](#)), le soutien de CDC Afrique à la détection et à la riposte rapide à la COVID-19 sur la base d'interventions fondées sur des données, la promotion de l'économie bleue et verte, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la numérisation - en particulier la technologie de l'éducation ou EdTech et la recherche de données probantes et la collaboration dans le suivi et le compte rendu conjoints des cadres d'éducation mondiaux et continentaux (CESA16-25 de l'UA et ODD4).

La Commission de l'Union africaine a proposé que l'éducation soit le thème de l'année 2023 pour le continent, intitulé « Éducation, apprentissage et développement des compétences : Édification de systèmes résilients pour favoriser un accès accru à une éducation de qualité, pertinente et inclusive en Afrique » (Projet de note conceptuelle de l'UA, 2022). Le thème proposé était l'un des résultats de

l'événement de haut niveau sur le thème « Réinvention de l'éducation en Afrique », organisé conjointement avec l'Union européenne et l'UNICEF en marge de la Soixante-seizième Assemblée générale des Nations Unies qui est tenue en septembre 2022. Les 20 ministres africains de l'éducation et les principaux partenaires présents ont convenu que cela sous-tendra la dynamique résultant du Sommet sur la transformation de l'éducation et renforcera davantage la nécessité de systèmes éducatifs résilients pour le continent.

La mise en œuvre de la ZLECAf a bien progressé et témoigne d'un engagement politique de haut niveau en faveur de l'intégration des marchés en Afrique. Selon le dernier rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 ([la CUA et l'AUDA-NEPAD, 2022](#)), 54 pays ont signé l'accord portant création de la ZLECAf, 42 l'ont ratifié et 39 ont déposé leurs instruments de ratification. Le rôle critique de la jeunesse dans le développement socio-économique national et régional, ancré dans la ZLECAf, appelle à des investissements renouvelés dans les différents niveaux d'éducation et de développement des compétences, dans le cadre des réformes d'harmonisation en cours dans l'éducation liées aux efforts d'intégration régionale en Afrique. Le résultat positif (de 25 % en 2019 à 44 % en 2021) enregistré dans la réalisation de l'objectif n° 2 de l'Agenda 2063, à savoir avoir des citoyens bien éduqués et une révolution des compétences sous-tendue par la science, la technologie et l'innovation ([la CUA et l'AUDA-NEPAD, 2022](#)), constitue une incitation pour le continent, même s'il reste encore beaucoup à faire. L'une des principales recommandations, qui nécessite une contribution de l'éducation, est de renforcer les systèmes statistiques nationaux afin de garantir la disponibilité de données et d'informations permettant d'évaluer régulièrement les progrès accomplis par le continent dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

La recommandation sur la disponibilité des données ci-dessus s'applique à d'autres domaines et secteurs, car la rareté des données de qualité reste un grand défi en Afrique, non seulement pour le suivi des indicateurs relatifs à l'éducation et aux compétences, mais aussi dans des domaines tels que la santé, l'agriculture, la mer et le changement climatique. Parmi les initiatives répondant à cette recommandation, citons la [série de rapports « Pleins feux » sur l'Afrique](#) liée au [Mécanisme d'apprentissage entre pairs de l'UA](#), les efforts de collaboration conjoints de la CESA 16-25 et de l'ODD4 sous la forme de l'[initiative d'analyse comparative des indicateurs](#) et du soutien aux besoins des [rapports conjoints continentaux](#) et le projet de l'ADEA visant à relever le défi des données sur l'éducation et les compétences. La performance modérément faible (39 %) enregistrée dans la mise à profit de l'économie bleue pour la croissance et le développement de l'Afrique est en partie due au déficit de compétences dans ce domaine, à l'instar de la nécessité d'améliorer les compétences en matière d'ajout de valeur pour des secteurs tels que l'agriculture et l'exploitation minière.

## 1.2. Triennale 2022 : Bâtir des systèmes éducatifs résilients en Afrique

- **Réflexions sur les systèmes éducatifs africains basés sur l'expérience de la COVID-19 :**

Les interventions susceptibles d'avoir un impact sont celles qui sont ancrées dans des politiques et des stratégies solides et corroborées par des données probantes. Les interventions doivent également être bien planifiées et dotées de ressources, exécutées de manière efficace et faire l'objet de suivi et d'évaluation effective. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'insuffisance du niveau de préparation, en particulier dans le secteur de l'éducation. Les réponses politiques et pratiques des pays africains visant à dispenser l'enseignement à domicile au cours des premières phases de la pandémie ont été largement réactionnaires alors que les

connaissances sur la pandémie continuaient de voir le jour. Il est donc impératif d'assurer une planification prospective en gardant à l'esprit les situations de crise telles que la COVID-19. L'engagement de l'ADEA auprès des pays africains, au niveau des politiques et de la mise en œuvre, sur les stratégies d'apprentissage continu, la réouverture des établissements d'enseignement et la « nouvelle normalité » de l'avenir, sur la base de l'expérience de la pandémie de COVID-19, a révélé de précieux enseignements. Au nombre des recommandations clés relatives au nouveau modèle de prestation de services d'enseignement, l'on peut citer une révision de la politique générale et des directives réglementaires afin d'intégrer la technologie numérique, le renforcement du perfectionnement professionnel des enseignants, l'examen des modèles de financement alternatifs et le réexamen des normes et standards existants. Parmi les initiatives en cours, citons l'élaboration de boîtes à outils permettant aux pays d'évaluer leurs systèmes d'enseignement à distance et de mettre en place les mesures d'atténuation nécessaires pour assurer une éducation efficace et inclusive en situation de crise. Doté d'une optique de genre, d'équité et d'inclusion, l'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19 dans les systèmes éducatifs en Afrique fournit des données probantes provenant de 40 pays partenaires du GPE en Afrique, sur la façon dont les gouvernements ont réagi prestement en changeant les politiques et les pratiques pour atténuer l'impact de la pandémie en termes de fonctionnement continu de l'éducation et du bien-être des apprenants au-delà du domaine de l'éducation.

- ***Apprentissage fondamental :***

L'acquisition de compétence en lecture, en écriture et en calcul de base est nécessaire pour que les enfants atteignent des niveaux d'apprentissage plus élevés et acquièrent des compétences supérieures pour un travail décent et épanouissant. Selon la Banque mondiale, même avant la pandémie de COVID-19, près de 90 % des élèves d'Afrique subsaharienne ne savaient pas lire et comprendre ce qu'ils lisaient à l'âge de 10 ans. Ces résultats de piètre qualité sont dus à l'insuffisance d'un enseignement efficace de la lecture dans les classes de la plupart des pays. L'apprentissage de la lecture est un processus complexe et non naturel qui nécessite de reconfigurer le cerveau. Il nécessite un enseignement systématique fondé sur des données probantes et un enseignement dans une langue que les élèves utilisent et comprennent. Il n'en est pas ainsi dans de nombreux pays aujourd'hui. La pandémie de COVID-19 et les fermetures d'écoles qu'elle a entraînées n'ont fait qu'accentuer cette crise. L'expérience de pays tels que le Kenya montre qu'il est possible de progresser dans la formation des enseignants pour améliorer leurs pratiques pédagogiques à grande échelle et améliorer l'apprentissage par les élèves. Au nombre des stratégies efficaces à cet effet, on peut citer la pédagogie structurée - une approche d'accompagnement des enseignants qui réunit des plans de cours structurés, l'encadrement des enseignants et du matériel pour les élèves, un enseignement différencié adapté au niveau de l'élève et l'augmentation du temps d'enseignement pour rattraper tout le temps de cours perdu pendant la pandémie de COVID-19. À cela s'ajoute la nécessité de se concentrer sur les aspects de l'apprentissage social et émotionnel, sur le STIM basé sur le jeu pour l'apprentissage précoce et sur l'alphabétisation familiale. Les coûts et les conditions requises, y compris l'économie politique, sont liés à ces éléments. Une volonté politique forte est susceptible d'apporter la visibilité nécessaire à l'apprentissage fondamental. Si elles sont bien mises en œuvre, ces solutions éprouvées peuvent permettre aux pays non seulement de se remettre des pertes d'apprentissage résultant de la COVID-19, mais aussi de faire des progrès significatifs pour améliorer les résultats en matière d'alphabétisation et de calcul pour tous à l'horizon 2030 et contribuer à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons.

- ***Développement des compétences techniques et professionnelles :***

Une approche holistique du développement des compétences englobe des caractéristiques telles que des parcours d'apprentissage continus et sans rupture, le développement de compétences de base et de niveau supérieur, la transférabilité des compétences et l'employabilité et la mise en place de mesures d'atténuation durables contre les situations d'urgence imprévues telles que la COVID-19. Les compétences de base communes, le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) et l'acquisition de connaissances et de compétences scientifiques et technologiques sont des domaines de compétences essentielles nécessaires à l'apprentissage tout au long de la vie et au développement accéléré et durable en Afrique. Bien que la plupart des défis liés au développement des compétences identifiés il y a de cela près de 10 ans demeurent, de nouvelles dimensions sont apparues. Il s'agit notamment de l'avènement de la numérisation accélérée dans le cadre de la quatrième révolution industrielle (4IR), du regain d'intérêt pour le DCTP, des modèles de financement alternatifs et de la pandémie de COVID-19. Les interventions doivent s'attaquer à plusieurs problèmes qui entravent la transformation du DCTP afin de mieux aligner les compétences fournies sur les demandes de compétences du marché du travail. L'un d'entre eux tient à la combinaison des compétences numériques et de la 4IR pour renforcer l'intégration de la technologie dans les programmes classiques de DCTP. On constate également un financement inadéquat et une formation de mauvaise qualité dans les systèmes publics et privés de DCTP, notamment une formation et un perfectionnement professionnel continu insuffisants du personnel de l'ETFP. Un troisième problème est la reconnaissance/accréditation limitée des systèmes informels dans le cadre de la gestion du grand nombre de jeunes non qualifiés et non scolarisés. Enfin, se pose la question de l'extension de l'accès au développement des compétences professionnelles dans les zones éloignées ou défavorisées pour soutenir l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté, une démarche qui est fortement liée à un financement adéquat.

- ***Réinvention de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Afrique :***

Le développement de l'Afrique passe par un système d'enseignement supérieur et de recherche qui joue un rôle clé dans les stratégies de croissance économique fondées sur la connaissance, contribue à la constitution du capital humain, soutient l'innovation et valide les connaissances scientifiques. Bien que certains pays aient adopté des structures de gouvernance de l'enseignement supérieur et initié des innovations en matière de formation (universitaire, professionnelle) avec une diversification de la qualité, ces efforts sont clairement insuffisants. Ce déficit est lié aux modes et aux limites de financement et, surtout, au manque d'efficacité et d'efficience dans l'utilisation des ressources. La recherche reste le parent pauvre, en tant que priorité, dans les politiques de nombreux pays africains, les infrastructures, l'équipement, le personnel et le financement bénéficiant d'une plus grande attention. La contribution de l'Afrique au diagnostic et à la recherche de vaccins contre la pandémie de COVID-19 a été relativement minime, ne représentant que 1 % des résultats de la recherche dans le monde, selon la Banque mondiale (2020). En outre, il existe un décalage entre la recherche existante et les domaines de besoins potentiels dans lesquels les résultats de la recherche peuvent être appliqués. Par exemple, peu de travaux de recherche sont menés sur le continent dans les domaines des STIM, qui ne représentent que 29 % de la recherche scientifique en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2014). L'Afrique doit améliorer la gouvernance de la recherche nationale, promouvoir la recherche menée par les Africains et adapter les résultats de la recherche pour répondre à ses besoins et priorités. Élaborer les bonnes politiques pour les systèmes nationaux de recherche,

s'assurer qu'ils disposent des capacités et aptitudes idoines pour la coordination et la collaboration constituent également des interventions clés. Il importe également d'identifier des options de financement innovantes et alternatives qui peuvent être utilisées pour étendre les mécanismes d'enseignement et d'apprentissage de niveau supérieur. La participation des partenaires à cet effort est essentielle.

- **Thèmes transversaux :**

Les initiatives qui soutiennent la disponibilité des données pourraient être exploitées pour démontrer la manière dont les pays se servent des preuves et des analyses pour faire évoluer les systèmes, les politiques et les budgets en faveur de l'éducation. Exploitée de manière efficace et efficiente, la numérisation peut promouvoir la production de données et de preuves pour soutenir ces prises de décision. Dans le cadre du soutien à une plus grande inclusion des populations vulnérables, il est nécessaire d'allouer davantage de ressources nationales pour créer une durabilité dans le financement des réponses d'urgence et de démontrer comment celles-ci abordent les questions de genre et renforcent l'équité et l'inclusion dans le domaine de l'éducation. En outre, les gouvernements doivent collaborer avec des partenaires clés pour soutenir des investissements majeurs dans les technologies de l'éducation et les infrastructures d'apprentissage à distance dans les zones difficiles à atteindre ainsi que dans les pays en transition. Le bien-être des enfants, en particulier des filles et des jeunes femmes, englobe plusieurs questions interdépendantes au sein et à l'extérieur de l'environnement d'apprentissage. En tant que telles, les interventions d'atténuation nécessitent une approche holistique et multipartite impliquant les gouvernements et les partenaires actifs, y compris les communautés locales, pour être couronnées de succès. Elles doivent également être adaptées aux situations socioculturelles, socio-émotionnelles et socio-économiques du moment. Par exemple, les gouvernements devraient adopter des politiques concrètes de poursuite et de reprise des études, ainsi que des cadres juridiques permettant aux adolescentes qui tombent enceinte de s'adapter à la nouvelle normalité et de favoriser leur retour à l'école. Il s'agit en outre de préparer les enseignants à soutenir les enfants vulnérables et ceux qui sont touchés par la violence sexiste et les problèmes de santé mentale. Des ressources peuvent également être fournies aux jeunes pour stimuler leur esprit critique, en mettant un plus grand accent sur les régions et les communautés où les jeunes ont peu ou pas d'accès aux bons outils numériques.

### **1.3. Les consultations des parties prenantes fondées sur des données probantes ont influé sur les questions abordées.**

La préparation de la Triennale a adopté une approche participative et des discussions virtuelles fondées sur des données probantes lors des consultations des parties prenantes auxquelles ont participé des représentants des pays - notamment des ministres, des vice-ministres et des directeurs de l'éducation - et des partenaires au développement clés pour chacun des sous-thèmes et des thèmes transversaux. Les interactions se sont centrées sur les questions les plus urgentes, les approches pertinentes et les attentes réalistes qui ont abouti à un consensus sur les domaines concrets de la Triennale.

Sous-thème / thème transversal	Nombre de participants
--------------------------------	------------------------

• Impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains	55
• Amélioration de l'apprentissage fondamental de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que l'apprentissage social et émotionnel	83
• Remodelage du développement des compétences techniques et professionnelles en tenant compte de la numérisation	51
• Réinvention de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique	47
• Résolution du défi des données sur l'éducation et les compétences en Afrique	60
• Utilisation des TIC pour l'éducation tout en tirant parti de la numérisation et des technologies de l'éducation	69
• Amélioration de l'accès et de l'équité en fournissant une éducation de qualité aux groupes vulnérables	19
<b>Recherche, études et expérimentation d'outils :</b>	
• Forums de dialogue politique de haut niveau sur l'éducation de base, le DCTP et l'ESRS, fondés sur des données probantes.	759
• Validation et adoption des résultats de l'analyse de la situation de l'enseignement des STIM dans 10 pays africains	114
• Développement, validation et expérimentation de boîtes à outils pour l'analyse comparative de l'enseignement à distance pour l'éducation de base, le DCTP et l'ESRS.	62
• Diffusion et assimilation des produits de recherche et de connaissance de l'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19 dans les systèmes éducatifs en Afrique	20
• Forums des décideurs africains sur la prestation de services éducatifs (sur les SIGE, la formation et l'appui aux enseignants, la numérisation des programmes, l'accès et l'équité).	17

Ces consultations ont permis à l'ADEA de recentrer et de renforcer les domaines de discussion et ont fourni des sources de données probantes attestant de ce qui fonctionne, des facteurs de réussite et de certains des défis qui se posent.

### **1.3.1. Impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains**

Les consultations ont mis en évidence des problèmes d'accès interrompu aux écoles et de perte d'apprentissage, de préparation inadéquate et de manque de ressources des enseignants, de bien-être des apprenants et des enseignants, de difficultés à créer, maintenir et améliorer les solutions d'apprentissage à distance, de mauvaise nutrition, de parents non préparés à l'apprentissage à distance et à domicile et d'augmentation des taux d'abandon scolaire et d'exposition accrue à la violence sexiste et à l'exploitation.

Les données de [l'Observatoire KIX](#) sur l'impact de la COVID-19 sur l'éducation dans 40 pays africains du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) révèlent que plus de 60% des pays partenaires ont été confrontés à des fermetures d'écoles prolongées et récurrentes de plus de 200 jours, 70% ont été confrontés à des pénuries d'enseignants au niveau primaire et 70% au niveau secondaire. Plus de cinq millions d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire risquaient de ne pas retourner à l'école, les filles étant plus touchées. Moins de deux tiers des enseignants du primaire et la moitié des enseignants du secondaire dans les 40 pays partenaires ont reçu une formation à la culture numérique de base, tandis qu'environ un tiers des pays ont augmenté le nombre d'enseignants pour réduire la taille des classes et augmenter la distance physique. Les parents et les prestataires de services éducatifs du secteur privé ont joué un rôle clé dans le financement de l'éducation au plus fort de la pandémie, une tendance susceptible de se poursuivre au-delà de la COVID-19, alors que l'Afrique s'efforce de faire preuve de résilience. Les défis existants dans la mise en œuvre des systèmes nationaux d'évaluation de l'apprentissage comprennent l'absence d'informations de base, le manque de directives et les capacités limitées des enseignants et des étudiants à adopter la technologie dans l'apprentissage et l'évaluation.

Afin de discuter de manière holistique de l'impact et des leçons tirées de la COVID-19 sur l'éducation, les consultations des parties prenantes se sont articulées autour des points suivants :

- Comment la COVID-19 a eu un impact sur l'accès, la pertinence et la qualité de l'enseignement à travers l'Afrique.
- Les solutions et technologies les plus efficaces qui ont contribué ou soutenu la continuité de l'apprentissage, et le rôle de la recherche dans l'évaluation de ces efforts pour améliorer les politiques et les pratiques.
- Le soutien des connaissances indigènes et des innovations et solutions dirigées par les femmes africaines et les vôtres dans la construction de systèmes éducatifs plus robustes et résilients.
- Les politiques, les programmes et les partenariats nécessaires pour aborder la reprise de l'apprentissage et mieux reconstruire en s'appuyant sur les leçons tirées de la mise en œuvre de programmes et de politiques d'éducation à distance.
- S'attaquer aux pertes d'apprentissage, réexaminer les évaluations de l'apprentissage et reconsidérer la formation des enseignants, pour l'avenir.

Répondant à l'appel des décideurs politiques à prendre en compte les réalités contextuelles et socioculturelles, et à inclure les groupes déplacés à l'intérieur du pays comme les enfants des rues et les réfugiés, lors de l'élaboration de solutions, les parties prenantes ont cité plusieurs exemples d'initiatives prometteuses au niveau des écoles et des politiques. Il s'agit notamment de la mobilisation des connaissances basée sur les études de l'ADEA et des éléments de recherche de l'Observatoire KIX, sous la forme de rapports, de live trackers, de notes politiques et de blogs sur l'impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains. Les études et recherches, entreprises entre avril 2020 et mars 2022, se sont concentrées sur le bien-être des enseignants et des apprenants, le financement de l'éducation, la réouverture des écoles, la formation et le soutien des enseignants, et l'évaluation de l'apprentissage en Afrique pendant la COVID-19. Des pays comme l'Afrique du Sud ont utilisé les informations pour éclairer la décision de réouverture des établissements d'apprentissage du pays.

Parmi les autres initiatives, citons le pilotage des boîtes à outils d'évaluation comparative de l'éducation à distance pour l'éducation de base, le DCTP et l'enseignement supérieur dans 10 pays africains, l'étude sur l'utilisation des TIC dans l'éducation – du pré-primaire à l'enseignement supérieur – dans 30 pays africains, les études de la Banque mondiale sur la pauvreté éducative, de l'USAID sur les systèmes cohésifs de communication des données, et l'octroi de subventions régionales aux établissements d'enseignement et le renforcement des capacités des enseignants et des apprenants par le GPE. L'UNESCO et le GPE ont encouragé la collaboration et les partenariats ainsi que la collaboration multisectorielle (éducation, santé, agriculture, secteur privé et communautés). La Banque mondiale a facilité plusieurs événements d'apprentissage par les pairs et continue de suivre l'évolution de la situation en utilisant des données en nuage et le partage d'informations.

S'appuyant sur les fondements de la TES, les domaines d'intérêt qui devaient contribuer au discours de la Triennale comprenaient la mise à l'échelle des solutions d'apprentissage à distance, l'amélioration de la préparation des enseignants et des étudiants aux crises futures, la mise à disposition d'un plus grand nombre de ressources éducatives en libre accès, l'amélioration des approches de retour à l'école, l'évaluation et la récupération de l'apprentissage, et la réorganisation des stratégies de partenariat et de financement de l'éducation.

- Comment la COVID-19 a eu un impact sur l'accès, la pertinence et la qualité de l'éducation, en particulier pour les enfants défavorisés et vulnérables.
- Les solutions et technologies les plus efficaces qui ont contribué à la continuité de l'apprentissage (à la fois avec les enseignants et les apprenants) aux différents niveaux d'enseignement.
- Comment la recherche peut aider à évaluer les efforts des gouvernements pour améliorer les politiques et les pratiques afin de soutenir l'apprentissage pendant les crises.
- Ce que la COVID-19 peut nous apprendre sur la capacité des systèmes éducatifs à absorber le choc d'une crise.

### **1.3.2. Améliorer l'alphabétisation de base, la numératie et l'apprentissage social et émotionnel**

Avant la pandémie de COVID-19, plus de la moitié des enfants de 10 ans dans les pays à revenu faible ou intermédiaire étaient incapables de lire ou de comprendre une histoire simple, selon l'état de la pauvreté éducative dans le monde : mise à jour 2022. Ce chiffre atteindrait même 70 %, exacerbé par deux années de fermetures d'écoles dues à la COVID-19 qui ont creusé les inégalités en matière d'éducation, (UNICEF 2022). À son apogée, 90 % des apprenants dans le monde étaient concernés par les fermetures d'écoles, avec des conséquences dévastatrices en termes de pertes d'apprentissage et de revenus (UNICEF 2022). En fait, à l'échelle mondiale, environ 153 millions d'enfants ont manqué plus de la moitié de leur scolarité en personne au cours des deux dernières années, et plus de 62 millions ont manqué au moins les trois quarts de leur scolarité en personne (UNICEF 2021). Selon l'IIEP de l'UNESCO, ce sont les enfants les plus vulnérables qui paient le plus lourd tribut, avec des preuves d'une perte d'apprentissage disproportionnée chez les enfants issus de milieux défavorisés, les enfants vivant dans les zones rurales, les enfants handicapés et les jeunes élèves.

En l'absence de compétences d'apprentissage de base ou avec des compétences d'apprentissage de base faibles, les avantages de l'éducation dans les années suivantes sont perdus. L'apprentissage fondamental constitue la base de tout apprentissage futur. L'apprentissage de base prépare les enfants à d'autres niveaux d'apprentissage et à des compétences d'ordre supérieur pour un travail décent et satisfaisant. Ceux qui ne parviennent pas à acquérir les compétences de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul au début de l'école primaire ont du mal à rattraper la rigueur du programme dans les classes suivantes et prennent du retard, créant ainsi de grandes lacunes d'apprentissage. Cela augmente également les chances que ces élèves abandonnent complètement le système scolaire car ils ne sont pas motivés. Il est donc essentiel de mettre en place un apprentissage de base pour tous les enfants afin d'améliorer les résultats d'apprentissage globaux des élèves et de construire un système éducatif efficace et inclusif.

Avec les fermetures généralisées d'écoles et les autres perturbations du système éducatif provoquées par la pandémie, la crise de l'apprentissage a atteint de nouveaux sommets. Alors que le nombre d'enfants non scolarisés avait déjà commencé à augmenter pour la première fois en 20 ans en 2020, de l'avis général, la hausse a commencé à s'accélérer. Les enfants doivent retourner en classe et doivent être maintenus à l'école, mais des changements sont nécessaires pour s'assurer qu'ils apprennent réellement, en commençant par les bases fondamentales que sont la lecture, l'écriture et le calcul. En améliorant la formation des enseignants et en donnant la priorité aux fondamentaux de l'enseignement, en évaluant les niveaux d'apprentissage, en investissant davantage dans les ressources pédagogiques, en mettant l'accent sur les compétences de base, en augmentant l'apprentissage de rattrapage et les progrès au-delà de ce qui a été perdu, et en développant la santé psychosociale et le bien-être afin que chaque enfant soit prêt à apprendre, on pourra inverser la tendance et mettre les enfants sur la voie de la croissance et de la découverte éducatives.

La première série de consultations a permis de constater l'engagement croissant envers l'apprentissage fondamental, comme en témoignent les initiatives en cours visant à combler les lacunes en matière d'alphabétisation et de numératie et à renforcer l'accent mis sur l'apprentissage social et émotionnel. Les parties prenantes ont également apprécié l'effet de la COVID-19 sur l'apprentissage fondamental et les vulnérabilités spécifiques aux apprenants précoces qu'il a exacerbées. Les efforts de redressement en cours par le biais de programmes d'apprentissage correctif ont été notés, en plus du soutien apporté aux enseignants pour améliorer l'apprentissage. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'identifier un ensemble clair de domaines d'intervention afin de maximiser les idées pratiques sur l'amélioration de l'apprentissage fondamental pendant la Triennale. Afin de compléter les efforts existants, les dirigeants présents au Sommet des Nations unies sur la transformation de l'éducation (TES), qui s'est tenu à New York en septembre 2022, se sont engagés à donner la priorité à l'apprentissage fondamental dans la transformation de l'éducation par le biais de la programmation et du dialogue politique, en renforçant la coordination des opérations sur le terrain et en les fondant sur les meilleures preuves disponibles dans une crise qui évolue rapidement, en s'efforçant d'atteindre et de retenir chaque enfant, en évaluant les niveaux d'apprentissage fondamental et en adaptant les approches en conséquence, en augmentant l'apprentissage de rattrapage au niveau fondamental et le temps d'instruction, et en développant la santé psychosociale et le bien-être des apprenants et des enseignants. Les résultats de la TES ont été repris lors des consultations des parties prenantes et contextualisés à la situation africaine, et ont abouti aux trois domaines d'intervention suivants pour la Triennale :

- Soutenir l'éducation de qualité des enfants dans la petite enfance

- Améliorer l'enseignement pour l'apprentissage de base
- Enseignement fondé sur l'évaluation pour soutenir l'apprentissage fondamental, y compris une optique centrée sur l'enfant.

### **1.3.3. Remodeler le développement des compétences techniques et professionnelles en tenant compte de la numérisation**

La Triennale 2012 de l'ADEA, qui a annoncé le changement de paradigme de l'EFTP au sens strict vers le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP), a formulé les recommandations suivantes à l'intention des pays et des acteurs de l'éducation dans ce domaine :

- Passer du paradigme de l'EFTP formel et scolaire à un DCTP holistique et inclusif.
- Rechercher des approches innovantes pour améliorer les compétences professionnelles et pédagogiques des instructeurs et des gestionnaires de systèmes du DCTP.
- Adopter des stratégies de développement des compétences qui intègrent le concept de durabilité environnementale.
- Intégrer les TIC et l'apprentissage en ligne dans la mise en œuvre du DCTP ; appliquer la technologie et les pratiques agricoles modernes dans le secteur agricole.
- Restructurer le système d'apprentissage traditionnel pour le rendre plus efficace et promouvoir la mobilité ascendante et le développement professionnel des apprentis.
- Institutionnaliser des mécanismes de suivi de la qualité et d'évaluation de la formation dans le DCTP.

Dix ans après les recommandations ci-dessus, les pays africains ont fait des progrès considérables, mais des défis subsistent, alimentés par la population jeune en constante augmentation du continent et motivés par des problèmes émergents tels que la pandémie de COVID-19, la numérisation et la quatrième révolution industrielle (4IR), le changement climatique et l'économie bleue et verte. Parmi les progrès réalisés en 2022, citons l'apprentissage mixte et les formes hybrides de formation, l'adoption de la technologie numérique et les compétences numériques (vers une administration efficace et l'efficacité des processus), l'enseignement supérieur intégré à l'industrie (passage de l'offre à la demande de l'industrie) et l'augmentation des investissements des entreprises dans l'amélioration et la modernisation de la formation industrielle.

Sur la base de l'expérience des parties prenantes dans ce sous-thème, les consultations ont mis en évidence la nécessité d'être clair sur la source et le type de demande en matière de DCTP, qu'il s'agisse des besoins actuels des employeurs, du personnel de formation ou du côté des apprenants/stagiaires - par exemple, ceux qui n'ont pas pu aller à l'université à cause de la pandémie sont désireux de suivre un DCTP, ce qui signifie que davantage d'apprenants peuvent vouloir être absorbés - et les demandes potentielles futures qui nécessitent une forme de compromis. Sont également abordés l'impact du DCTP sur l'agriculture intelligente sur le plan climatique, le lien entre l'innovation et le développement des entreprises, l'utilisation de données factuelles, par exemple en ce qui concerne la perception de l'EFTP, et la dimension de genre et d'inclusion du DCTP, avec la nécessité d'une plus grande participation des filles et des femmes grâce à des environnements propices dans les établissements d'EFTP, par exemple. Enfin, la question de placer le DCTP dans la

perspective de l'apprentissage tout au long de la vie, en envisageant un développement des compétences qui tienne compte des moments de la vie et des moments d'inclusion.

Compte tenu de ce qui précède, les consultations des parties prenantes ont permis d'examiner certaines questions importantes pour la refonte du DCTP. La première était d'améliorer l'environnement politique favorable au DCTP en fournissant des lignes directrices pour la formulation ou la révision des politiques, des cadres de gouvernance et des modèles permettant de mettre au point des interventions appropriées pour remédier à l'inadéquation des compétences et au chômage des jeunes. Le second objectif était de renverser la mauvaise perception persistante du DCTP et d'en faire une alternative à la filière universitaire traditionnelle, afin d'attirer davantage d'étudiants et de stagiaires. Le financement est un aspect essentiel et les parties prenantes ont délibéré sur les modalités d'obtention de mécanismes de financement alternatifs innovants, efficaces et durables pour le DCTP. Le quatrième domaine concernait le rôle du secteur privé, qui doit veiller à ce que le DCTP soit davantage axé sur la demande grâce à un engagement accru du secteur privé. L'exploitation des technologies, en particulier des technologies numériques, est essentielle pour l'Afrique si elle veut parvenir à une transformation axée sur l'agriculture, à une fabrication orientée vers l'exportation et à des améliorations dans le secteur des services et les industries créatives. La création de partenariats pour améliorer l'accès, la qualité et la pertinence du DCTP, et l'innovation commune pour améliorer la production industrielle ont également été mises en évidence lors des collaborations entre les parties prenantes, ainsi que la nécessité de repenser la pédagogie et l'enseignement du DCTP pour combler le déficit de compétences et répondre aux besoins nationaux, régionaux et continentaux en matière de résilience.

Les consultations ont permis de dégager les quatre principaux thèmes de discussion suivants pour la Triennale :

- La qualité des systèmes de DCTP.
- L'évolution du marché du travail et de l'écosystème des compétences.
- Innovations et ruptures dans le DCTP : technologie, financement, durabilité, accès et équité.

#### ***1.3.4. Réimaginer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Afrique***

Les acteurs de l'éducation consultés ont apprécié les domaines dans lesquels des progrès ont été réalisés dans l'enseignement supérieur en tant que domaine scientifique. La mobilité intra-africaine du personnel et des étudiants en termes de libre circulation de la main-d'œuvre et des compétences se poursuit grâce aux résultats positifs obtenus jusqu'à présent par des initiatives telles que le projet d'harmonisation de l'enseignement supérieur africain, de l'assurance qualité et de l'accréditation (HAQAA2) (2019 à 2022) et le cadre continental africain des qualifications (ACQF). Un autre effort positif est fourni par le programme des centres d'excellence de l'enseignement supérieur africain (ACE), qui encourage l'innovation et contribue à la qualité académique pour le marché du travail, en collaboration avec des organismes tels que l'Association des universités africaines (AUA). Le Partenariat pour les compétences en sciences appliquées, ingénierie et technologie (PASET) a permis la création d'une masse critique de scientifiques, de chercheurs, de techniciens et d'innovateurs hautement qualifiés pour les secteurs prioritaires du continent. Les universités se sont également davantage engagées dans les processus et pratiques de développement et dans le renforcement de la capacité d'innovation de l'Afrique, sous l'impulsion de réseaux tels que le Forum régional des universités pour le renforcement des capacités dans l'agriculture (RUFORUM).

L'utilisation de la technologie pour la continuité de l'apprentissage dans ce domaine est un autre domaine qui a connu des progrès significatifs, notamment en réponse à la pandémie de COVID-19.

Dans le même temps, certains problèmes émergents entravent l'expansion de certains des efforts susmentionnés. Le premier est la faiblesse des mécanismes de gouvernance et de responsabilité pour une recherche nationale de qualité et l'absence de structures nationales pour la promotion et le transfert des résultats de la recherche afin de les utiliser pour répondre aux défis communautaires. Le deuxième problème est la rareté et la faiblesse des cours professionnels en STEM et l'environnement inapproprié pour l'enseignement, l'apprentissage et la recherche. L'insuffisance du personnel enseignant qualifié et la non-modernisation des systèmes d'enseignement supérieur constituent également un défi, tout comme l'éternel problème du financement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Malgré les résultats positifs de l'utilisation de la technologie dans l'enseignement et l'apprentissage lors de la COVID-19, le sous-secteur dispose toujours de systèmes d'apprentissage à distance sous-développés qui se manifestent par une préparation inadéquate des enseignants à l'utilisation pédagogique des TIC, le manque d'offres d'apprentissage à distance avec des normes de qualité et la mauvaise qualité de l'infrastructure TIC dans de nombreuses universités et institutions d'enseignement supérieur. Enfin, il est difficile de combiner différents types de connaissances dans la formation et la recherche pour développer des compétences transversales et exposer les étudiants à des environnements innovants et multidisciplinaires.

Informées par ce qui précède, les réunions de consultation des parties prenantes ont convenu de la nécessité d'épuiser les discussions sur les sujets convenus afin de s'assurer que les engagements ministériels finaux traitent des questions et des recommandations issues des discussions de la Triennale, et de :

- Réfléchir aux facteurs, conditions et moteurs favorisant la recherche menée par l'Afrique, ainsi qu'aux rôles, responsabilités et obligations des différents acteurs.
- Repenser le rôle de la technologie, des universités et des institutions de recherche dans la promotion de l'utilisation innovante des terres et de l'eau ainsi que de la valeur ajoutée.
- Créer des mécanismes pour renforcer les partenariats et la collaboration, en particulier Sud-Sud et Nord-Sud, tout en tirant parti des réseaux existants et en intégrant intentionnellement les valeurs et principes fondamentaux dans les conversations.
- Faciliter le partage d'expériences et d'enseignements nationaux autour des principaux thèmes, sur la base des projets soutenus par les partenaires.
- Epuiser les discussions sur les sujets convenus afin de s'assurer que les engagements ministériels finaux traitent des questions et des recommandations issues des discussions de la Triennale.

Les participants ont affirmé la nécessité pour le continent d'exploiter les relations existantes en promouvant la coopération Nord-Sud et Sud-Sud - par exemple en s'inspirant des expériences des pays d'Amérique latine et des Caraïbes - et en s'efforçant de mettre en place des cadres de qualification communs et de renforcer le partage des ressources. Dans ce contexte, les réseaux du Sud peuvent faire office de nœuds solides pour les partenaires du Nord. Cette approche nodale tire parti des réseaux existants pour créer un réseau de réseaux. La création de liens plus étroits entre le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) et les établissements d'enseignement supérieur traditionnels est essentielle à la mise en place de multiples parcours

d'apprentissage et de formation. Cela peut prendre la forme d'un modèle de partenariat public-privé, avec une définition claire des rôles, des responsabilités et des obligations du secteur privé. Le défi communément considéré comme la fuite des cerveaux peut être transformé en « partage des cerveaux » ou « circulation des cerveaux ». Toutefois, il faut pour cela intégrer intentionnellement un principe de mutualité afin d'éviter le danger de « siphonner » les cerveaux de l'Afrique. Il est nécessaire d'intégrer des mécanismes qui découragent les flux intellectuels unidirectionnels et qui, au contraire, permettent de créer des partenariats mutuels. Les centres d'excellence africains deviennent des nœuds importants dans ces partenariats.

Les consultations ont abouti à ce qui suit comme principaux sujets de discussion de la Triennale dans le cadre de ce sous-thème :

- Promouvoir des politiques appropriées et une gouvernance et une responsabilité efficaces pour une recherche et une innovation nationales axées sur les besoins et dirigées par les Africains.
- La constitution d'une main-d'œuvre qualifiée pour stimuler l'innovation et la compétitivité en Afrique - en particulier dans les compétences liées aux STIM, et le rôle de l'enseignement supérieur dans la formation d'entrepreneurs qualifiés.
- Développer l'enseignement, l'apprentissage et la recherche de niveau supérieur et renforcer les liens entre la recherche et l'industrie grâce à des options de financement innovantes et alternatives.
- Améliorer l'assurance qualité et l'harmonisation des qualifications pour renforcer la libre circulation de la main-d'œuvre et des compétences, contribuer à la transparence des qualifications et à la confiance entre les cadres de qualifications africains.

### **1.3.5. Relever le défi des données sur l'éducation et les compétences en Afrique**

L'Afrique a besoin d'un solide écosystème de données consacré à l'environnement universitaire pour contribuer à transformer l'éducation de manière durable. La disponibilité et l'accessibilité des données en temps réel aideraient les pays africains à réaliser le quatrième objectif du programme de développement durable des Nations unies. La pandémie de COVID-19 a eu un impact énorme sur l'éducation à tous les niveaux dans le monde entier. La pandémie a exacerbé la crise des données existante en matière d'éducation et de compétences sur le continent. Même si plusieurs pays ont fait des efforts positifs en fournissant des données sur l'éducation et les compétences, des défis majeurs demeurent, car les rapports mondiaux, continentaux et régionaux présentent toujours des données manquantes ou périmées. En raison du défi permanent que représente la rareté des données de qualité sur l'éducation et les compétences pour une prise de décision éclairée, la faiblesse des données continue de nuire à la capacité des pays africains à prendre des décisions politiques éclairées, opportunes et stratégiques sur les questions d'éducation et de compétences.

En ce qui concerne l'orientation stratégique continentale, l'un des facteurs essentiels de la transformation de l'Afrique, comme le reflète l'Agenda 2063, est d'avoir « un leadership responsable et des institutions réactives ». Cela nécessite de « construire un leadership visionnaire et responsable... à travers des mécanismes robustes et transparents de planification, de mise en œuvre et de suivi et d'évaluation à tous les niveaux ». Le onzième objectif stratégique du CESA 16-25 est « d'améliorer la gestion du système éducatif ainsi que l'outil statistique ». Pour ce faire, l'Afrique doit (a) créer et renforcer les capacités de collecte, de gestion, d'analyse, de communication et

d'utilisation des données, (b) améliorer la gestion du système éducatif et de l'outil statistique, et (c) mettre en place des EMIS et des observatoires régionaux et continentaux, diffuser régulièrement des résumés et des perspectives, apporter un soutien aux groupes de réflexion sur l'éducation et soutenir la recherche dans ce domaine. Trois initiatives répondent à ces objectifs : l'initiative de benchmarking des indicateurs CESA/SDG4 pour les rapports conjoints (rapport continental), la série de rapports Africa Spotlight de l'ADEA-GEMR, et le projet de l'ADEA couvrant jusqu'à 30 pays africains et visant à renforcer leur capacité à collecter, gérer, communiquer et utiliser les données sur l'éducation et les compétences pour la prise de décision concernant les politiques, la planification, le développement de programmes, le suivi et l'évaluation. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est la synthèse de ces efforts continentaux.

Cinq grandes questions ont encadré les consultations des parties prenantes pour ce thème transversal. Premièrement, comment modifier l'approche de la prise de décision pour qu'elle soit davantage fondée sur des preuves et l'importance d'utiliser des données de qualité dans la prise de décision. Deuxièmement, il s'agit de remédier à l'absence de politiques nationales exploitables pour des systèmes de données solides, accompagnées de cadres juridiques robustes, et à la faiblesse de la mise en œuvre des politiques. Le troisième point concerne la coordination inefficace des partenaires, dans le cadre de l'appropriation par les pays et des incitations politiques et institutionnelles mal alignées. Un autre domaine concerne la capacité insuffisante des ressources à collecter, traiter et publier des données sur les besoins en compétences du secteur privé et à suivre l'emploi des diplômés sur la base de normes standard de qualité des données. La mauvaise diffusion et l'utilisation inadéquate, la fragmentation des systèmes éducatifs et la faible intégration des systèmes constituent le cinquième problème. Le sixième est la faible capacité des agences statistiques nationales à s'engager dans les données sectorielles, et la mise en œuvre inefficace de la SNDS. Enfin, les discussions ont également porté sur la question de la faiblesse des mécanismes permettant de suivre les mouvements des étudiants, y compris les réfugiés et ceux qui étudient à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières nationales, ainsi que de suivre leur niveau d'apprentissage et leurs compétences.

Pour donner suite aux discussions sur les questions ci-dessus, les parties prenantes ont observé le besoin de comprendre de la part des représentants des pays, pendant la Triennale, les questions politiques les plus urgentes auxquelles ils essaient de répondre, et quel type de données les aiderait. Elles ont également convenu de la nécessité d'envisager les points suivants, dans le cadre de la résolution des problèmes existants :

- L'inclusion de tous les pays et régions administratives (y compris les zones rurales) dans la carte de données des organismes d'évaluation régionaux (par exemple, SACMEQ et PASEC) et nationaux.
- Lier les intrants aux résultats et améliorer l'accès et l'utilisation des données sur les résultats d'apprentissage et ouvrir et montrer certaines des données qui sont considérées comme « pas bonnes ».
- Intégrer le coût d'opportunité : utiliser la raison pour laquelle les données sont collectées comme une incitation, et les conséquences de la non-collecte des données, pour les personnes interrogées.
- Exploiter les données pour faire connaître ce qui fonctionne et ce qui pourrait être gagné en fournissant un soutien/des ressources supplémentaires de la part du ministère des finances.

- Mauvaise coordination, limitant ainsi l'accès, malgré la disponibilité des données.
- Collaboration multisectorielle : apprendre des autres secteurs (par exemple, la santé, le genre, les finances) et des unités telles que la SNDS.
- Le renforcement des capacités, notamment des planificateurs et des statisticiens, pour utiliser les données, en particulier aux niveaux infranationaux.

Les parties prenantes ont également souligné l'importance de se concentrer sur la technologie, l'analyse des données, et la sécurité et la protection des données sur les apprenants. L'intégration des systèmes EMIS et LMIS dans l'offre de compétences et le marché du travail a également été mise en évidence, ainsi que la nécessité pour les gouvernements de donner la priorité au financement des opérations de données, car celles-ci sont davantage basées sur des projets plutôt que d'être entièrement intégrées dans le budget du ministère de l'éducation.

À la suite des consultations, les quatre sujets suivants ont alimenté les discussions de la Triennale pour ce domaine transversal :

- Le changement de politique dans (a) l'approche de prise de décision pour qu'elle soit plus basée sur des preuves et des données de qualité, et (b) le renforcement de la coordination et de la collaboration intersectorielles.
- Domaines d'intervention prioritaires pour le renforcement des capacités des pays au-delà des politiques : collecter, gérer, analyser, publier et utiliser délibérément des données de qualité sur l'éducation et les compétences.
- Les leçons tirées des expériences précédentes et des interventions en cours pour relever le défi des données sur l'éducation et les compétences.
- Les mesures pratiques que les gouvernements et les partenaires doivent prendre pour étendre les expériences réussies en matière de données sur l'éducation et les compétences, notamment en tirant parti des outils et des technologies modernes pour renforcer les systèmes de données.

### **1.3.6. Tirer parti de la numérisation et des EdTech pour améliorer la prestation durable de l'éducation et de la formation en Afrique**

Les technologies éducatives (EdTech) peuvent avoir un impact positif sur l'apprentissage si les pays exploitent les efforts de multiples acteurs et intègrent les EdTech dans la politique et les pratiques plus larges du système éducatif. Cela nécessite une approche globale. Exploitée de manière efficace et efficiente, la numérisation peut favoriser la génération de données et de preuves pour éclairer ces prises de décision. Les gouvernements doivent s'engager avec des partenaires clés pour soutenir des investissements majeurs dans les technologies de l'éducation et les infrastructures d'apprentissage à distance dans les zones difficiles à atteindre ainsi que dans les pays en transition. En Afrique, il y a eu une concentration stratégique au niveau continental pour promouvoir l'utilisation des TIC dans l'éducation, en mettant l'accent sur la numérisation et la technologie de l'éducation (EdTech). Des progrès significatifs ont été accomplis dans l'adoption de technologies locales, par exemple dans le domaine de la santé, l'introduction de véhicules électriques, l'utilisation de la robotique, les transactions sans espèces par le biais de plateformes mobiles et en ligne grâce à la pénétration de l'internet et de la téléphonie mobile, et la transformation de l'agro-industrie en vue d'une valeur ajoutée. L'Union africaine a également élaboré des cadres clés pour soutenir les

développements dans ces domaines, dont les principaux sont la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (DTSfA) et la stratégie et le plan de mise en œuvre de l'éducation numérique (DESIP) de l'UA. En ce qui concerne l'éducation, le troisième objectif stratégique du CESA 16-25 consiste à « exploiter la capacité des TIC pour améliorer l'accès, la qualité et la gestion des systèmes d'éducation et de formation) ». La réalisation de cet objectif stratégique implique plusieurs initiatives, notamment la formulation de politiques d'intégration des TIC dans l'éducation et la formation ; le renforcement des capacités d'utilisation des TIC dans la planification, la mise en œuvre, le suivi, les stratégies et les programmes ; la promotion du développement de contenus en ligne en tenant compte des spécificités africaines et locales ; la capitalisation des initiatives existantes et réussies axées sur les TIC ; la fourniture d'équipements, d'installations et de services appropriés et suffisants ; et la création de plateformes d'éducation et de formation mobiles et en ligne accessibles à tous les étudiants, quelle que soit leur situation.

La réalisation des objectifs ci-dessus est un objectif de longue haleine, car le chemin est parsemé d'obstacles majeurs. Tout d'abord, l'utilisation inefficace des TIC dans les systèmes éducatifs africains, due à l'inadéquation des infrastructures, des connaissances et du soutien technique en matière de TIC, ainsi qu'à l'insuffisance de la formation initiale et continue. Deuxièmement, il y a un manque de cadres holistiques et complets pour l'amélioration des infrastructures, l'amélioration de l'utilisation des TIC dans les écoles, et le développement professionnel à grande échelle. L'utilisation des TIC pour améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la perception des données sur les résultats d'apprentissage est également faible. En outre, le processus d'évaluation comparative des pratiques, des compétences et des performances des TIC dans l'éducation est rare sur le continent. Il existe peu d'approches institutionnalisées pour exploiter les TIC, en particulier la technologie mobile, afin de résoudre le problème de l'absentéisme des enseignants, exacerbé par la COVID-19. La dernière question concerne l'existence d'un mécanisme délibéré pour améliorer la prise de décision fondée sur des preuves dans l'éducation en Afrique à l'aide des TIC. L'Afrique a donc besoin d'un solide écosystème de données consacré à l'environnement universitaire pour aider à transformer l'éducation de manière durable.

Informées par cette situation, les consultations des parties prenantes menées par l'ADEA ont permis d'interroger plusieurs éléments. Premièrement, les politiques et stratégies nationales existantes en matière d'utilisation des technologies numériques pour l'éducation, y compris l'apprentissage à distance, pour l'ensemble du spectre éducatif. Deuxièmement, la valeur ajoutée des programmes d'e-éducation aux différents niveaux d'éducation. Troisièmement, des exemples de réussites, de défis et de bonnes pratiques autour des EdTech, de l'apprentissage à distance, de l'utilisation des TIC pour améliorer l'accessibilité et la disponibilité des données sur les résultats d'apprentissage. Le quatrième point portait sur la manière dont les innovations EdTech, telles que les matériels d'apprentissage basés sur la technologie, peuvent combler les lacunes en matière de compétences dans les pays en développement en améliorant la qualité de l'enseignement et la résilience, alors que l'Afrique pense au-delà de la pandémie de COVID-19. Les consultations ont également permis d'explorer la manière dont les pays s'engagent avec leurs partenaires pour soutenir l'utilisation de la technologie numérique dans l'éducation, et les recommandations de meilleures pratiques des pays.

Les discussions qui ont suivi ont mis en évidence le rôle important des opérateurs de télécommunications et d'autres acteurs, dans le cadre de l'engagement du secteur privé, notamment des entreprises à but non lucratif et des entreprises EdTech, dont certaines ont participé aux expositions, car les infrastructures vont au-delà de l'éducation. Il a également été demandé d'équilibrer l'infrastructure, la gestion efficace et l'augmentation de l'accès avec l'intégration des TIC

pour développer les compétences, et de considérer également l'utilisation de la technologie pour améliorer l'accès aux apprenants handicapés - technologie et inclusion. La technologie est également considérée comme un levier pour innover dans la recherche et les services universitaires. Les pays sont également encouragés à exploiter le vaste réseau de parties prenantes dans l'utilisation de la technologie pour collecter et analyser les données, et les résultats devraient aider les partenaires du développement à orienter leurs interventions en conséquence. Il est utile d'appliquer la technologie pour préparer les enseignants, en particulier ceux des communautés marginalisées, à adapter le contenu de manière appropriée aux plateformes de radio et de télévision, par exemple. Différents moyens devraient être explorés pour contextualiser l'espace EdTech. Les formations dispensées dans le cadre d'initiatives panafricaines telles que la transformation numérique de l'EFTP et le système de développement des compétences pourraient être mises à profit pour résoudre certains des problèmes de renforcement des capacités. Cette formation devrait également s'adresser à ceux qui soutiennent les solutions TIC.

Les parties prenantes ont également observé que la couverture est assez large, d'où la nécessité de se concentrer sur quelques domaines. Les politiques et les plans de numérisation et de TIC ne devraient pas être autonomes mais faire partie de la planification globale du secteur de l'éducation. Outre la participation du secteur privé, l'ADEA devrait s'adresser à d'autres ministères spécialisés tels que ceux des infrastructures, du commerce et des TIC afin d'impliquer toutes les parties prenantes. La session de la Triennale pourrait également envisager d'aborder certaines des preuves les plus récentes - comme l'utilisation de plates-formes non technologiques et peu technologiques pour l'éducation - et s'interroger sur la façon dont les TIC peuvent combler certaines des lacunes dans le développement des capacités des enseignants, étant donné la pénurie constante d'enseignants. L'analyse comparative des pratiques en matière de TIC doit inclure l'engagement du secteur privé afin de garantir le respect de certaines normes - par exemple, que les logiciels fournis ne deviennent pas rapidement obsolètes et non pertinents, compte tenu du « phénomène du saut de mouton ». Enfin, pour ce thème transversal, les participants se sont accordés sur la nécessité d'établir un réseau de partenaires capable de soutenir activement les pays dans la mise en œuvre de certaines des recommandations réalistes issues de la session, en donnant de la visibilité aux innovateurs EdTech et en utilisant des messages clés pour déclencher la mise à l'échelle et la diffusion des bonnes pratiques.

Le thème transversal a permis de définir les sujets de discussion suivants pour la Triennale, sur la base des consultations :

- Les politiques et stratégies nationales existantes dans l'utilisation des technologies numériques pour l'éducation, y compris l'apprentissage à distance, et le statut de l'inclusion des TIC dans l'éducation dans les budgets de l'éducation.
- Valeur ajoutée des programmes d'e-éducation (exemples de réussite, défis, bonnes pratiques et leçons) et utilisation des technologies numériques pour améliorer l'accessibilité et la disponibilité des données sur les résultats d'apprentissage.
- Rôle des innovations EdTech pour combler les lacunes en matière de compétences et renforcer la résilience, en améliorant la qualité de l'enseignement pour tous, y compris les personnes précédemment exclues ou risquant de l'être.
- Engagement des partenaires à soutenir l'utilisation des technologies numériques dans l'éducation.

### **1.3.7. Améliorer l'accès et l'équité en fournissant une éducation de qualité aux groupes vulnérables**

Le levier de l'accès peut être vu sous l'angle de l'accès physique (y compris la distance entre le domicile et les établissements), des infrastructures physiques d'éducation (disponibilité d'installations éducatives et de soutien adéquates et de ressources humaines), des coûts liés à l'éducation et à la formation (y compris les frais de scolarité et les dépenses associées telles que les uniformes, le transport et la nutrition), et de l'impact des normes et valeurs socioculturelles qui empêchent certains élèves de fréquenter l'école et d'y rester. Parmi les autres questions relatives à l'accès figurent l'orientation professionnelle, la formation professionnalisée des enseignants, l'infrastructure numérique et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement continu des compétences.

L'accent mis sur l'équité dans l'éducation comporte deux dimensions étroitement liées : l'équité (veiller à ce que les circonstances personnelles et sociales n'entravent pas la réalisation du potentiel éducatif) et l'inclusion (atteindre un niveau minimum d'éducation de base pour tous). La vulnérabilité diffère également en fonction du contexte. Pour être véritablement équitable et universelle, l'éducation doit répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Comprendre qui sont les étudiants qui ont le plus besoin de soutien, et définir la meilleure façon de fournir ce soutien, est un élément essentiel pour rendre l'éducation accessible à tous.

Des progrès inégaux ont été réalisés pour permettre aux apprenants des populations vulnérables d'accéder à une éducation équitable et de qualité. La pandémie de COVID-19 a creusé les écarts existants, ce qui rend difficile « d'aller loin » dans la réalisation des objectifs et des aspirations tels qu'épousés dans les cadres mondiaux, continentaux et même nationaux en termes d'accès et d'équité. D'importantes populations d'apprenants n'ont pas eu accès à l'apprentissage en raison de la pandémie qui a entraîné des fermetures intermittentes d'écoles, un accès limité aux enseignants, au matériel et aux plateformes d'apprentissage, et une vulnérabilité accrue en dehors de l'école, en particulier pour les filles.

Dans le cadre de la réponse mondiale, les parties prenantes au Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) qui vient de s'achever en septembre 2022 se sont engagées à lancer un appel en faveur d'une éducation inclusive et transformatrice où tous les apprenants accèdent et participent à l'éducation de manière sûre et saine, sans violence ni discrimination, et avec le soutien de services de soins complets dans le cadre scolaire. Elle recommande également la mise en place d'un système mondial de suivi des enfants et des jeunes touchés par les crises, ventilé par sexe, handicap, statut juridique et autres domaines pertinents sur une base annuelle. Ces recommandations s'ajoutent aux appels à une augmentation de l'allocation des ressources publiques aux groupes mal desservis.

Ainsi, parmi les questions clés, on trouve la prévalence des obstacles à l'équité et à l'accès à l'éducation avant même la pandémie de COVID-19, et ceux-ci sont devenus plus importants pendant la pandémie. L'accès aux ressources éducatives reste inégal, les apprenants en situation de vulnérabilité étant les plus durement touchés. Il est également prouvé que les écoles peuvent renforcer la discrimination et que de nouvelles lacunes en matière d'éducation apparaissent à mesure que l'Afrique reconstruit des systèmes éducatifs plus performants et plus résilients. En outre, il est important de tenir compte du contexte lors de la conception des réformes de l'éducation pour l'équité

et l'accès. Il existe des outils et des expériences que les partenaires régionaux et mondiaux peuvent partager au profit des pays.

La réunion de consultation des parties prenantes a identifié le besoin de couvrir davantage les questions d'accès et d'équité au niveau de l'EFTP et de l'enseignement supérieur dans une optique d'autonomisation. Un autre aspect très pertinent pour l'Afrique est de savoir comment améliorer l'accès aux compétences et à l'apprentissage tout au long de la vie pour les personnes de l'économie informelle. Les pays peuvent adapter les instruments existants sur la transition vers la formalité qui mettent l'accent sur l'accès à l'éducation et à la formation et intègrent la reconnaissance des acquis et la valorisation des apprentissages informels. Les questions de justice sociale et de protection sociale sont également importantes car elles facilitent la reconnaissance des politiques d'action positive. Le contexte est également essentiel pour apprécier l'impact de l'équité dans le temps. En ce qui concerne le concept d'équité, la langue est une considération importante au niveau de la classe et dans le contexte pédagogique. L'interaction en termes de dimensions de l'exclusion devrait tenir compte du lieu, de l'ethnicité, du sexe et de l'inclusion. Lorsque l'on examine l'efficacité des interventions, il faut également s'intéresser au phénomène des « politiques périmées », et le SIME doit aller plus loin, au-delà de la désagrégation - en termes de sexe, de situation géographique, de statut socio-économique, pour n'en citer que quelques-uns - et se demander s'il rend compte de la vulnérabilité. Il doit également être délibérément relié à d'autres sources d'information pour une allocation ciblée des ressources. Enfin, l'accès et l'équité doivent être envisagés sous l'angle de la sécurité sociale, en termes d'apprentissage tout au long de la vie, en examinant le développement du jeune enfant et les implications pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Voici les domaines d'intérêt que les parties prenantes ont envisagé de discuter lors de la Triennale, pour ce domaine transversal.

- Améliorer l'accès équitable et inclusif à l'éducation pour les enfants et les jeunes vulnérables, y compris ceux touchés par des crises.
- Investir de manière plus équitable et efficace dans l'éducation et la formation, notamment en orientant les ressources vers les apprenants ayant les plus grands besoins et en fixant des objectifs concrets pour une plus grande équité.
- Renforcer les liens entre les établissements d'enseignement, les foyers et les communautés pour une meilleure participation à l'apprentissage des enfants.
- Promouvoir la diversité et assurer une intégration réussie dans l'enseignement ordinaire.
- Investir dans des systèmes qui améliorent la collecte, la gestion et la publication de données désagrégées afin de soutenir une prise de décision ciblée et fondée sur des preuves.

## 2. PARTICIPATION, RÉUNIONS AVEC LES PARTENAIRES ET EXPOSITIONS

---

Plus de 800 participants (324 en présentiel dont 56 prises en charge par l'ADEA, et le reste en virtuel) ont assisté à cet événement marquant, dont :

- Dix ministres de l'éducation et deux vice-ministres de l'éducation du Malawi, de la Gambie, de l'Ouganda (2), de Maurice, de la Côte d'Ivoire, du Rwanda, de la Mauritanie, du Zimbabwe, de Madagascar, de l'Angola et du Ghana, ainsi que leurs hauts fonctionnaires.
- Cinq chefs de délégations et hauts fonctionnaires du Kenya, du Nigeria, de la République démocratique du Congo, de l'Afrique du Sud et de la Zambie.
- Des représentants de l'Union africaine (Division de l'éducation, IPED, CIEFFA, AUDA-NEPAD) ; des groupes de planification de l'éducation (ADEA), de programmes d'études (ACA) et de développement des enseignants (UNESCO-IICBA) du CESA ; de l'Union européenne et du Secrétariat du Commonwealth.
- Directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints et cadres supérieurs des principaux partenaires de développement, notamment :  
Banque africaine de développement, Fondation Mastercard, USAID, Banque islamique de développement, Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation LEGO, GPE, FAWE, VVOB, ESSA Africa, GIZ/BMZ, HCA, Africa Practice, Acasus, JICA, PAL Network, TaRL Africa, Centre for Global Development, FinCEED, RTI International et Better Purpose, OIT, Nuffic, Yidan Foundation, UNESCO (siège, ISU, GEMR, IIEP, UIL, IICBA), CONFEMEN, Banque mondiale, Destination Imagination, EDC, Open Development Education et Norad.
- Présidents, chanceliers, vice-chanceliers, chercheurs principaux du monde universitaire, notamment de l'Université de Maurice, de l'École polytechnique de Maurice, de l'Université de Toronto, de l'Université d'Oslo, de l'Université de Nairobi, de l'Université de Stanford, de l'ANAQ-Sup, de l'African Population and Health Research Center (APHRC), de Smart Africa et du CRDI.

Parmi les participants figuraient également 64 participants locaux de l'île Maurice et des participants supplémentaires de 35 pays africains et de 13 pays non africains. L'ADEA a contacté des partenaires potentiels pour soutenir la Triennale, par exemple en prenant en charges certains pays participants, en commandant des recherches et des études, en modérant et en codirigeant certaines sessions.

Outre la démonstration de son pouvoir de rassemblement lors de cette Triennale, l'ADEA a continué à renforcer le capital social qui fait la réputation de ses événements de haut niveau, par le biais des expositions montées pendant la Triennale, et à développer son réseau et à ancrer la collaboration et l'apprentissage par les pairs grâce au partage des connaissances et des expériences lors des événements en marges organisés par les partenaires le premier jour de la Triennale.

Vous trouverez ci-après les détails des exposants et des événements en marge organisés par les partenaires :

## Exposants

GIZ, UNESCO IIEP Pôle Dakar, USAID, PEOPLE ACTION, YIDAN PRIZE, KNOWLEGE PARTNERS, PAL NETWORK, BETTER PURPOSE, VVOB RWANDA, Siège de l'UNESCO, BAD, Université d'Oslo Norvège-DHS4E

## Événements en marge des partenaires

- Planifier l'avenir de l'éducation et de la formation en Afrique : priorités pour le continent et lancement d'un livre sur l'ODD4 : Planification de parcours d'apprentissage flexibles dans l'enseignement supérieur (UNESCO-IIPE)
- Tirer parti du réseau LEARN (Education Analysis for Results Network), le mécanisme d'apprentissage par les pairs en matière d'éducation de base de l'Union africaine (CUA/IPED, ADEA et UNESCO GEMR)
- Renforcer les synergies entre les résultats du 21CCEM et la Triennale de l'ADEA (Ministère de l'éducation, Kenya/ Secrétariat du Commonwealth)
- Une direction scolaire efficace pour promouvoir des systèmes éducatifs résilients en Afrique (VVOB - éducation pour le développement)
- Comment faire en sorte que tous les enfants lisent et fassent des mathématiques ? (Fondation Bill et Melinda Gates, RTI International et Better Purpose)
- Repenser le DCTP pour les emplois du futur en Afrique (BMZ/GIZ)
- Explorer les modalités d'une meilleure collaboration avec les États membres pour faire avancer l'agenda du DCTP pour le continent (AUDA-NEPAD)
- Impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation au Kenya, au Ghana, au Malawi et au Sénégal (Center for Global Development – Europe)
- Comprendre et apprécier l'alphabétisation familiale et susciter l'intérêt des pays membres pour planifier et établir des programmes d'alphabétisation familiale (PQIP-EA de l'ADEA et UNESCO-UIL)
- Présentation et discussion des résultats des analyses approfondies des méthodes de prestation au Ghana, en Jordanie, au Pakistan et en Sierra Leone (Commission de l'éducation)
- Comprendre les domaines dans lesquels les ministères de l'éducation ont le plus besoin de renforcer leurs capacités (ADEA)
- Pour le lancement du rapport continental – « L'éducation en Afrique : Placer l'équité au cœur des politiques » (CUA et UNESCO)
- Atelier de démonstration PhET (simulations scientifiques interactives)
- Lancement de « Born to Learn » : 1<sup>er</sup> rapport de l'initiative « Africa Spotlight Report Series » (ADEA et GEM Report Team)

- Approches prometteuses pour améliorer l'apprentissage fondamental et intégrer de nouvelles preuves dans les politiques et programmes nationaux (Programme accélérateur de la Banque mondiale)

## 2.1. Principaux points à retenir des événements organisés par les partenaires

### ***Le réseau LEARN (Leverage Education Analysis for Results Network), le mécanisme d'apprentissage par les pairs pour l'éducation de base de l'Union africaine :***

La recherche sur l'amélioration des systèmes d'éducation a permis de dégager trois constats : (i) les enfants commencent à prendre du retard très tôt, le déficit d'apprentissage s'aggravant avec le temps, (ii) les écarts importants entre les performances des pays démontrent la possibilité d'une amélioration significative grâce au mécanisme d'apprentissage par les pairs, (iii) il ne suffit pas de se concentrer sur la scolarisation ou l'équité, car même les enfants privilégiés n'apprennent pas suffisamment. Le premier rapport Spotlight s'est concentré sur 5 pays clés : Ghana, RDC, Mozambique, Sénégal, Rwanda. L'initiative utilise un cadre analytique axé sur la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, et présente les meilleures pratiques mises en œuvre par chaque pays, notamment l'enseignement bilingue au Mozambique et l'enseignement correctif au Sénégal. La session a également reconnu les besoins suivants : aligner le programme scolaire sur la mission ou la vision du pays et donner la priorité aux premières années d'études en y affectant les meilleurs enseignants. Cette session était liée au lancement de l'initiative « Africa Spotlight Report Series » par l'ADEA et l'UNESCO GEMR.

### ***Renforcer les synergies entre les résultats du 21CCEM et la Triennale de l'ADEA :***

Les discussions ont porté sur la récupération durable de la crise de l'apprentissage, la préparation du secteur de l'éducation aux chocs liés aux pandémies et aux catastrophes futures, la manière de convertir les recommandations en actions du 21CCEM et du 2022 CHOGM, et l'inégalité dans l'enseignement supérieur dans le Commonwealth. Les suivis établis comprennent l'engagement des pays du Commonwealth à se concentrer sur l'apprentissage fondamental, le PQIP sur le DPE à se joindre au Secrétariat du Commonwealth pour travailler davantage sur l'apprentissage fondamental dans d'autres pays du Commonwealth, l'Association des universités du Commonwealth peut travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth, L'Association des universités du Commonwealth peut travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth, les ministres et les gouvernements pour s'attaquer au problème de l'inégalité dans l'enseignement supérieur - elle peut agir en tant que forum de rassemblement pour l'enseignement supérieur et exploiter les connaissances et l'expertise des réseaux et des communautés de l'ACU et peut également travailler en partenariat avec les forums régionaux, et améliorer l'acquisition des compétences fondamentales par le biais de réformes des programmes d'études qui soulignent le développement des compétences du 21<sup>st</sup> siècle et la reprise urgente de l'apprentissage pour tous et le droit à un accès abordable à Internet dans le cadre du droit à l'éducation.

### ***Un leadership scolaire efficace pour promouvoir des systèmes éducatifs résilients en Afrique :***

Les participants ont discuté des meilleures pratiques clés développées par différents gouvernements pour assurer un leadership efficace. Il s'agit notamment (1) de mettre en place des mécanismes centraux pour développer et évaluer le leadership scolaire en créant des conseils scolaires et des programmes de développement professionnel, (2) de tenter de relever les défis de la responsabilité dans les provinces en concevant des contrats de performance avec des objectifs spécifiques, et (3) de créer des collaborations et des partenariats entre la VVOB et des partenaires tels que l'ADEA, l'UNESCO et d'autres partenaires internationaux et locaux pour le développement de matériel de formation.

### ***Comment faire pour que tous les enfants lisent et fassent des mathématiques :***

Les principaux domaines abordés ont été les suivants : La crise de l'apprentissage - les statistiques sur la pauvreté éducative sur le continent ont été présentées et leur impact sur la qualité de vie des enfants a été discuté, le tableau de bord HCA - a été présenté comme un mécanisme de responsabilisation qui peut être utilisé pour améliorer les résultats d'apprentissage en Afrique dans un esprit de saine concurrence, les approches pédagogiques réussies - des approches pédagogiques spécifiques qui ont réussi à améliorer l'apprentissage de base ont été présentées par Funda Wandé, ARED et TaRL Africa. Funda Wandé a présenté des manuels de calcul et d'alphabétisation ainsi que des guides structurés pour les enseignants qui ont amélioré les résultats d'apprentissage de 20 %. ARED a parlé des programmes d'apprentissage pour tous basés sur l'approche de la pédagogie structurée, qui comprennent des livres dans les langues locales et un soutien aux enseignants. Le programme de rattrapage de l'ARED a également été présenté. Enfin, TaRL Africa a présenté l'approche TaRL qui a touché plus de 3 millions d'enfants africains. Commentaires ministériels : Les ministres de l'éducation de Côte d'Ivoire et de Gambie ont appelé les décideurs politiques du continent à travailler davantage pour améliorer les résultats d'apprentissage de tous les enfants africains, et à adopter le partage des connaissances et l'apprentissage par les pairs.

### ***Impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation au Kenya, au Ghana, au Malawi et au Sénégal :***

Les résultats de l'enquête présentés comprennent : une grande majorité des chefs de famille dans tous les pays ont déclaré avoir subi un impact économique négatif à cause des confinements dus à la COVID-19, ce qui a entraîné une baisse de la scolarisation et de la participation ; les inégalités ont été exacerbées en termes d'accès à l'éducation, et les stratégies d'apprentissage à distance employées par les gouvernements n'ont souvent pas réussi à atteindre la population la plus vulnérable qui en avait le plus besoin ; les politiques mises en œuvre par les gouvernements pour lutter contre la pandémie n'ont pas été institutionnalisées dans le système et les écoles ont recommencé à travailler comme si de rien n'était ; la pandémie a affecté la motivation des enseignants, en particulier dans les écoles privées où les enseignants craignaient de ne pas être payés ; les résultats d'apprentissage ont également été affectés négativement avec des taux d'échec et de redoublement en hausse dans la plupart des pays. En conclusion, les systèmes éducatifs de ces pays n'ont pas été assez résilients et il faut faire beaucoup pour protéger le système éducatif des catastrophes futures. Le ministre de l'éducation du Malawi a déclaré que le gouvernement construisait des salles de classe supplémentaires, recrutait davantage d'enseignants et mettait en place une radio nationale de l'éducation, afin de renforcer la résilience.

### ***Comprendre et apprécier l’alphabétisation familiale et susciter l’intérêt des pays membres pour planifier et mettre en place des programmes d’alphabétisation familiale :***

Une approche d’alphabétisation et d’apprentissage familial et intergénérationnel (FILL) a été présentée, comprenant 4 composantes : (i) EPE, (ii) éducation des adultes ou formation à l’emploi, (iii) éducation parentale, (iv) temps passé ensemble parents et enfants. Les meilleures pratiques en matière de programmes d’alphabétisation familiale ont été présentées, sur la base de 3 piliers : (i) sessions à domicile réservées aux enfants (pour les enfants de 3 à 5 ans) et à l’école primaire (pour les enfants plus âgés scolarisés), (ii) sessions de groupe à domicile réservées aux parents/adultes, (iii) sessions conjointes à domicile pour les parents et les enfants. Les participants ont souligné que la famille est responsable de l’éducation des jeunes enfants à un âge crucial de leur développement, et que les familles devraient donc être accompagnées pour préparer au mieux les enfants à l’école. L’importance de la collaboration interministérielle a été soulignée, notamment avec le ministère de la Santé, qui travaille avec les enfants de 0 à 3 ans, les mères et les autres soignants. Les solutions des centres d’EPE communautaires et des clubs de mères ont été discutées.

### ***Présentation et discussion des résultats des analyses approfondies des approches de mise en œuvre dans 4 pays :***

Les approches de mise en œuvre au Ghana, en Jordanie, au Pakistan et en Sierra Leone ont été discutées lors de l’événement afin d’obtenir de meilleurs résultats dans les systèmes d’éducation et de santé des pays. Il a été noté que lorsque la responsabilité était rationalisée, les approches de mise en œuvre étaient très efficaces pour atteindre les objectifs. Les approches de mise en œuvre se sont également avérées plus efficaces lorsque l’unité de mise en œuvre avait des liens étroits avec le sponsor politique et le bureaucrate chargé de la mise en œuvre. Cependant, les approches de mise en œuvre n’ont pas donné de bons résultats lorsque la responsabilité n’était pas rationalisée et que de nombreuses parties prenantes étaient impliquées, ce qui entraînait une dilution des responsabilités. Les unités de mise en œuvre où la réforme nécessitait une négociation avec de multiples parties prenantes n’ont pas non plus donné de résultats prometteurs. La pérennité des approches de mise en œuvre après la fin du projet peut également constituer un défi. Les recommandations comprennent l’harmonisation des objectifs et des cadres de suivi entre les parties prenantes, l’exploitation du capital politique des unités de prestation pour résoudre les goulets d’étranglement de haut niveau, et l’assurance que la responsabilité est rationalisée par le ministre plutôt que par des structures parallèles au sein et en dehors du gouvernement.

### ***Comprendre les domaines dans lesquels les ministères de l’éducation ont le plus besoin d’un renforcement des capacités :***

Les principales questions ont porté sur la manière de s’assurer que les recommandations sont effectivement mises en œuvre, et sur la manière d’identifier les besoins en capacités (capacités individuelles et organisationnelles). Les différents niveaux de renforcement des capacités ont été discutés, ainsi que les obstacles rencontrés dans chacun d’entre eux, notamment au niveau institutionnel (coordination, conflit politique), organisationnel (divergence entre les organigrammes formels et réels, manque de matériel), et individuel (manque de formation continue, divergence entre les compétences et le poste). Les défis soulevés sont les suivants : comment évaluer les capacités et garantir une évaluation objective, comment accroître la responsabilité ; comment garantir la mémoire institutionnelle, lorsque les cadres supérieurs sont trop souvent déplacés pour des raisons politiques ; comment garantir que le personnel est recruté pour ses compétences et non en raison de

son affiliation politique ; et comment s'assurer que les partenaires collaborent efficacement pour soutenir les efforts de renforcement des capacités. L'importance de la formation des gestionnaires de l'éducation (y compris les chefs d'établissement) a été soulignée, y compris la formation initiale et continue.

***Le rapport continental – « L'éducation en Afrique : Placer l'équité au cœur de la politique » :***

Ce rapport traite de l'accès, de la scolarisation et de l'achèvement des études des apprenants du primaire au secondaire supérieur. Il s'agit d'un instrument de suivi, d'identification des lacunes en matière d'équité, de responsabilisation et d'élaboration de politiques. L'angle large adopté par le rapport (du FLN au tertiaire) est très utile car il fait ressortir plusieurs points de vue sur le genre et les niveaux d'éducation. Il existe un défi d'équité dans tous les systèmes éducatifs du continent. Le rapport montre que le droit à l'éducation n'est pas respecté de manière égale dans de nombreux pays. Actions politiques requises : mettre en œuvre des réformes à l'échelle du système, renforcer les approches de micro-planification et concevoir des instruments politiques pour canaliser les ressources vers les groupes cibles. Les politiques éducatives doivent s'accompagner de stratégies de ciblage visant à garantir que les interventions atteignent les enfants qui en ont le plus besoin. L'amélioration des données et des systèmes d'information est également cruciale pour identifier et caractériser la population à cibler et ses besoins. La ministre de l'éducation de la Gambie a déclaré que la situation s'est améliorée grâce à plusieurs initiatives gouvernementales et que les filles sont désormais plus nombreuses que les garçons dans l'enseignement en Gambie, mais qu'il existe toujours une différence de performance. Elle a souligné la nécessité de politiques fortes et d'un engagement politique de haut niveau.

### 3. SEANCES D'OUVERTURE OFFICIELLES, PLENIERES ET EN GROUPES

---

#### 3.1. Ouverture Officielle

Le deuxième jour de la Triennale, S.E. Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, Vice-première ministre et Ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie de l'île Maurice, a officiellement ouvert la Triennale, avec les remarques de S.E. Dr Monica Musenero, Ministre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation d'Ouganda. S.E. Dr Musenero est également la présidente du Bureau du Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science, la technologie et l'innovation de l'Union Africaine (AU STC-ESTI Bureau) et la présidente du Comité directeur de l'ADEA.

Des messages de solidarité ont éclairé l'ouverture officielle. Voici les points saillants des messages de certains des principaux partenaires au développement de l'ADEA :

- M. Rodger Voorhies, Président de la Division de la Croissance Mondiale et des opportunités dans la Fondation Bill et Melinda Gates : Sans améliorer les compétences de base en lecture et en mathématiques, nous ne pourrions pas briser les cycles intergénérationnels de pauvreté et d'inégalité. Les exemples incluent le travail en Zambie et au Malawi, et les engagements de la Sierra Leone et de l'Afrique du Sud. La COVID-19 a érodé les gains réalisés avant son arrivée, et en particulier dans le domaine de l'éducation en Afrique. Le rapport Né pour apprendre (Born to Learn) lancé par l'UNESCO, l'Union Africaine et l'ADEA est l'une des initiatives qui aideront à résoudre la crise de l'apprentissage en donnant la priorité aux compétences de base en lecture et en mathématiques dans les écoles primaires. Les enfants apprennent mieux lorsqu'ils sont enseignés avec l'approche structurée qui est ciblée à leur niveau. Des programmes réussis comme TUSOME au Kenya montrent que des progrès à grande échelle sont possibles lorsque les enseignants sont soutenus pour utiliser les meilleures pratiques. Nous devons mesurer ce qui compte et les pays peuvent adopter de nouvelles méthodologies, comme celle de l'ISU de l'UNESCO, pour soutenir des systèmes d'évaluation nationaux améliorés, mesurant les compétences d'apprentissage fondamentales essentielles.
- Mme Jutta Urpilainen, Commissaire aux partenariats internationaux, Union Européenne : Soutien au droit de chaque enfant et jeune à une éducation de qualité. Lors de la réunion spéciale de la TES, L'UE soutient pleinement la transformation de l'éducation en Afrique et les engagements pris par les États membres de l'UA. Les dirigeants ont convenu que l'éducation est l'un des piliers du partenariat renouvelé UA-UE dans le contexte de la stratégie globale de l'UE. L'UE a considérablement augmenté son financement de l'éducation dans le monde. Il développe un programme régional de formation des enseignants de 100 millions d'euros intégrant les dernières innovations numériques dans l'enseignement. L'initiative devrait être lancée en Afrique en janvier 2023. L'UE investit également 500 millions d'euros dans l'enseignement professionnel et le développement des compétences, contribue à hauteur de 970 millions d'euros pour soutenir la transformation de l'enseignement supérieur basés sur les opportunités de mobilité, et favorise les opportunités d'apprentissage inclusif pour les jeunes en Afrique et entre l'Afrique et l'Europe. Les jeunes Africains doivent avoir la possibilité d'acquérir les bonnes compétences.

- Mme Titia Bredée, PDG de Nuffic : Nuffic considère que l'éducation est un droit pour chacun afin de lui permettre de devenir la personne qu'il souhaite être et de jouer son rôle dans la société de demain. Rien de tout cela n'est possible sans apprentissage. Au niveau le plus élémentaire, quelle que soit la méthode d'apprentissage (formel ou informel), cela commence par le transfert de connaissances d'une personne à l'autre. Les défis auxquels nous sommes confrontés ensemble sont énormes, comme en témoignent les ODD, et les défis sociaux et économiques ne peuvent être résolus isolément, « nous avons besoin les uns des autres ». Relevons ensemble les défis, le premier niveau étant entre les pays, les régions et les continents. La coopération triangulaire est ancrée dans l'innovation et la collaboration, orientée vers la résolution des problèmes par le partage d'expériences, de connaissances et de réseaux - la Triennale de l'ADEA en témoigne ce principe. Le deuxième niveau se situe entre la société civile, le secteur privé et les efforts des politiques publiques. Il est crucial d'aligner l'éducation sur les besoins du marché de travail avec les développements sociaux. Le changement systémique ne peut être réalisé sans une approche systémique. Parmi les exemples d'innovations dans le cadre de la pandémie de COVID-19, citons les nouvelles applications, les portails, les MOOCS et les projets numériques. Il s'agit également d'un apprentissage adaptatif.
- S.E. Svenja Schulze, Ministre fédérale Allemande de la coopération économique et du développement : L'éducation peut être utilisée pour surmonter les normes de genre néfastes et les pratiques de mariages précoces qui en résultent, en modifiant les structures discriminatoires en rendant les politiques de l'éducation et du marché de travail transformatrices en matière de genre - avec des exemples du soutien de l'Allemagne au Soudan du Sud et au Ghana. Une formation professionnelle de qualité et un enseignement supérieur axé sur la pratique sont cruciaux, d'où le soutien aux bourses, aux programmes d'anciens élèves (alumni) et aux partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur. L'Allemagne est engagée dans la formation professionnelle en collaboration avec des partenaires tels que l'ADEA, l'Union Africaine et la Banque Africaine de Développement.
- Mme Stefania Giannini, l'Assistante-directrice générale pour l'éducation, UNESCO, a mentionné que l'impact de la COVID-19 a été aggravé par d'autres crises telles que le changement climatique, la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie et la récession mondiale. Celles-ci ont retardé les progrès réalisés au fil des décennies, sur tous les fronts, creusant les inégalités et plongeant des millions de personnes dans l'extrême pauvreté et la faim. Il faut avoir l'espoir d'aller au-delà de ces crises, vers la transformation, bouger ensemble et investir plus et mieux dans l'éducation. Il s'agit de changer le cours de notre façon d'apprendre et d'enseigner. Les conférences de haut niveau organisées par l'UNESCO ont aidé à définir l'orientation mondiale et à mobiliser les gouvernements et les partenaires pour provoquer cette transformation de l'éducation. La nouvelle stratégie mondiale d'EFTP contribue à doter les jeunes de nouvelles compétences en réponse à la demande. Le projet Campus Africa promeut de meilleures connexions entre les Universités Africaines et le reste du monde en soutenant les infrastructures de connaissance et de recherche en Afrique. Le thème de la Triennale est nécessaire pour exploiter le pouvoir de l'éducation, de la recherche et de la science. L'UN TES a fourni le capital politique impliquant 46 pays Africains sur les 133 pays.
- Dr Peter Materu, Directeur de programme, Fondation Mastercard: Les perturbations causées par les défis des deux dernières années appellent à repenser de toute urgence la façon dont nous construisons la résilience des systèmes éducatifs africains. Dans le même temps, la

pandémie a donné lieu à des innovations remarquables, avec des alternatives viables comme l'apprentissage virtuel, l'utilisation de la radio et de la télévision, l'essor du matériel de révision basé sur les téléphones portables et les SMS, les communautés d'étude en ligne et les applications conçues pour alléger la charge administrative subie par les enseignants. Il est nécessaire de faire passer les efforts d'une réaction à la COVID-19 à une volonté de construire et d'intégrer des systèmes éducatifs plus résilients, centrés sur l'apprenant, capables de résister aux chocs, de continuer à favoriser l'apprentissage de manière inclusive, de permettre aux jeunes en Afrique pour réaliser leurs aspirations, se considérant davantage comme des innovateurs, des entrepreneurs et des leaders transformateurs que comme de simples employés. La Fondation Mastercard fait progresser l'éducation des jeunes et approfondit l'inclusion financière des pauvres grâce à sa stratégie décennale Jeune Afrique travaille (Young Africa Works), en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes femmes, les personnes déplacées et les jeunes handicapés. L'ADEA a été et continue d'être un partenaire stratégique de la Fondation Mastercard et nous espérons une plus grande collaboration avec l'ADEA et d'autres partenaires.

- Mme Ji-young Park, Directrice générale du bureau de la coopération internationale, Ministère de l'éducation, République de Corée : Depuis sa participation à la Triennale de l'ADEA de 2012, le ministère de l'Éducation du Corée a travaillé en étroite collaboration avec l'ADEA pour le développement de l'éducation en Afrique. L'événement de cette année est plus significatif alors que nous célébrons le 10e anniversaire de la coopération entre la Corée et l'ADEA. L'attention se concentre désormais sur la transformation de l'éducation pour surmonter la COVID-19 et se préparer aux sociétés futures. Les sous-thèmes de la Triennale sont donc opportuns et cruciaux pour la discussion. RdC a collaboré en permanence dans divers secteurs pour aider à développer des systèmes éducatifs en Afrique - par exemple, le programme PONT (BRIDGE) offrant des opportunités d'apprentissage de base aux jeunes Africains, le projet BEAR pour l'EFTP en Afrique et le projet de Bourse mondiale de Corée et Université de Premier (Global Korea Scholarship and Leading University Project) ou Coopération au développement de l'éducation (Educational Development Cooperation). Dans le cadre de la construction de nouveaux systèmes éducatifs dans l'ère post-COVID, RdC soutient la création d'un environnement éducatif numérique. Nous attendons avec impatience le partage des meilleures pratiques pour aider à enrichir la croissance des enfants dans des environnements sûrs et sains.

S.E. Dr Monica Musenero a fait remarquer que cette Triennale était sa première réunion en personne de l'ADEA après la pandémie de COVID-19, et la première fois à l'Île Maurice. Elle a noté que plusieurs forums avaient été organisés et accueillis en Afrique pour transformer son éducation. En termes d'objectif et d'orientation pour lesquels le système éducatif Africain est conçu, la COVID-19 a réalisé ce que beaucoup de choses n'avaient pas réussi à réaliser : mettre les systèmes éducatifs à l'arrêt et bien que cela ait été perturbateur, il a fourni l'occasion de s'arrêter et de réexaminer les choses qui nécessitent des changements dans le système éducatif du continent. Par exemple, servait-il l'Afrique avant la pandémie ? Y a-t-il eu un emploi massif de personnes sortant du système ? La COVID-19 nous a amenés à faire une pause et à nous demander pourquoi l'éducation ne sert pas l'Afrique. « *Lorsque nous nous concentrons sur ceux qui manquent d'éducation, nous manquons ceux qui sortent de l'école* », a-t-elle déclaré, affirmant en outre que l'Afrique devrait regarder à la fois la tête et la queue de la pandémie de COVID-19. L'Afrique doit réorganiser les fondements de l'éducation afin que le système éducatif post-COVID offre la même promesse que l'éducation offre aux enfants du reste du continent. Tant la recherche et le développement que la science, la

technologie et l'innovation jouent un rôle essentiel dans l'éducation et le développement du capital humain. « *La R&D devrait viser à lutter contre la pauvreté et le sous-développement de l'Afrique* », a déclaré le ministre. S.E. Dr Monica Musenero a réitéré l'importance d'une éducation axée sur les résultats pour la jeunesse africaine, en se concentrant sur les emplois disponibles et futurs. Elle a appelé les gouvernements africains à transformer la situation négative occasionnée par la pandémie de COVID-19 en une opportunité de concevoir un nouveau système éducatif qui réponde aux besoins et priorités spécifiques du continent. S.E. Dr Musenero a en outre appelé les parties prenantes à se consacrer à nouveau à la croissance d'un nouveau système qui répond aux défis de l'Afrique, notant que l'Afrique doit réfléchir et « cesser de déléguer la réflexion ».

S.E. Mme Dookun-Luchoomun a souhaité la bienvenue à tous les participants en leur rappelant la Biennale de 2003 de l'ADEA qui s'est tenue à Île Maurice. L'ADEA a maintenu l'objectif de faire de ses réunions de haut niveau des plateformes d'apprentissage politique pour des échanges, des discussions franches et ouvertes afin de permettre une libre circulation des idées et le partage des meilleures pratiques, et de développer des approches convergentes face aux défis auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs en Afrique. La différence est sur le contexte, nécessitant des solutions contextualisées. Lors de la Biennale de 2003, les ravages causés par la pandémie du SIDA ont incité l'ADEA à organiser une table ronde pour définir des stratégies pour endiguer la marée et son impact sur l'éducation à l'époque. Dix-neuf ans plus tard, nous réfléchissons à la pandémie plus meurtrière de COVID-19. S.E. Mme Dookun-Luchoomun a rappelé aux participants que le temps presse, car le monde n'est qu'à huit ans d'atteindre les cibles de l'ODD4 et d'autres objectifs mondiaux, et que cette réunion est l'un des mouvements mondiaux qui a atteint son apogée avec le Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) tenue en septembre 2022. Elle offre l'occasion de renouveler les engagements pris en faveur de l'éducation en tant que bien public fondamental au TES et de convenir d'un plan d'action clair pour mettre en œuvre les engagements. Un apprentissage de base solide est un impératif pour atténuer les effets négatifs de la crise de l'apprentissage sur la croissance économique de l'Afrique. « *Nous devons nous assurer que nos apprenants ne sont pas lésés par nos systèmes éducatifs : les systèmes éducatifs doivent être accessibles, pertinents, inclusifs et de qualité, les préparant à être aptes à fonctionner à une époque dominée par une technologie en constante évolution* ». Les buts et les objectifs du Développement des Compétences Techniques et Professionnelles et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique doivent être bien alignés sur les objectifs nationaux. S.E. Mme Dookun-Luchoomun a exhorté les participants à tirer parti de l'opportunité de tenir des conversations ouvertes et franches pour aider à repenser le système éducatif en Afrique. Elle a fait valoir que tant que les jeunes et les enfants africains ne bénéficieraient pas d'une éducation de qualité en tant que droit, les pays ne les auraient pas préparés à relever les défis d'aujourd'hui. Elle a fait remarquer, déclarant la Triennale officiellement ouverte : « *Il nous incombe donc de veiller à ce que tous nos enfants et nos jeunes aient accès à l'éducation en tant que droit inaliénable* ». Ce n'est qu'alors qu'ils seront mieux préparés à faire face aux défis de la vie au 21<sup>e</sup> siècle.

S.E. Prof. Mariatou Koné, Ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation de la Côte d'Ivoire a prononcé le discours d'ouverture sur le thème « *L'Afrique et la COVID-19 : Il est temps de reconstruire des systèmes éducatifs meilleurs et plus résilients* ». Partageant l'expérience de la Côte d'Ivoire dans la quête d'un apprentissage de base de qualité, la Prof. Koné a noté que le pays n'a pas échappé à la double crise de la COVID-19 et à la crise de l'apprentissage. Les évaluations nationales et internationales du PASEC ont montré un faible niveau d'apprentissage des élèves. Dans le même temps, les enseignants semblaient avoir maîtrisé leurs compétences académiques. En guise d'atténuation, des politiques nationales sont en place pour améliorer l'apprentissage, l'apprentissage

précoce a été testé grâce à des projets pilotes réussis basés sur des recherches reconnues en littérature et en mathématique. Parmi les exemples d'initiatives réussies, citons le projet PAPSE soutenu par le PME (GPE) pour améliorer les résultats d'apprentissage en lecture et en mathématiques dans les classes préscolaires, préparatoires et élémentaires ; la formation des superviseurs pédagogiques et des formateurs ; la technologie numérique pour collecter et analyser les données d'observation en classe ; et le renforcement des chaînes de production et de distribution des manuels scolaires. Un autre exemple est l'initiative ELAN soutenue par l'IFEF pour l'expérimentation de 10 langues ; et le programme d'enseignement ciblé PEC et l'Initiative francophone de formation à distance des enseignants, l'IFADEM, qui ont développé des approches de remédiation scolaire et de formation à distance de milliers d'enseignants. En somme, les initiatives mises en place en 2021-2022 pour combler la perte d'apprentissage suite à la COVID-19 sont : la mise en place de pratiques pédagogiques innovantes; production de ressources pédagogiques numériques; élaboration de documents, de cadre et de stratégie pour la réforme des collèges; et le renforcement du suivi et de l'encadrement pédagogique des enseignants. S.E. Prof. Mariatou Koné a appelé à une révision de la CESA 16-25, à la création de synergies avec les initiatives existantes, et à la mise à profit des opportunités et à la capitalisation des acquis pour un système éducatif résilient en Afrique.

### **3.2. Table ronde des Ministres et des PDG en session plénière**

La table ronde de deux heures pour les Ministres et les PDG qui a suivi s'est également concentrée sur le thème général de la Triennale, partageant les leçons en matière de politique et de bonne pratique de la pandémie de COVID-19 pour éclairer la construction de systèmes éducatifs résilients et durables en Afrique. La table ronde s'est déroulée en deux panels.

#### **3.2.1. Apprentissage Fondamental**

Le premier panel de cette table ronde s'est concentré sur l'apprentissage fondamental et était composé par S.E. Mme Agnes Makonda Ridley, Ministre de l'éducation nationale du Malawi ; S.E. Prof. Mariatou Koné, Ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation de la Côte d'Ivoire; S.E. Mme Claudiana A. Cole, Ministre de l'éducation de base et secondaire de La Gambie ; Dr Benjamin Piper, Directeur du programme d'éducation mondiale, Fondation Bill et Melinda Gates ; et Dr Margarita Focas Licht, Directrice générale adjointe par intérim de GPE. Les discussions, animées par Dr Obiageli « Oby » Ezekwesili, la Présidente de « Human Capital Africa » et Conseillère économique principale à l'Initiative sur les politiques de développement économique en Afrique (AEDPI), se sont concentrées sur (1) l'expérience des pays concernant l'impact de la COVID-19 sur l'apprentissage fondamental et les mesures prises par les décideurs pour soutenir le rattrapage des apprenants et construire des systèmes éducatifs plus résilients, (2) ce qu'il faudrait à un pays pour allouer des fonds supplémentaires à l'apprentissage de base étant donné que fournir des ressources et une formation de qualité pour l'apprentissage de base nécessite un budget , et (3) les trois mesures immédiates que les pays africains devraient adopter afin que l'Engagement à l'action pour améliorer l'apprentissage de base devienne une réalité dès que possible.

Les ministres et PDG ont observé que la COVID-19 amplifiait et révélait les faiblesses des systèmes éducatifs, y compris des domaines tels que l'eau et l'assainissement insuffisants, dans les pays membres ; et ces faiblesses doivent encore être corrigées. De plus, la perte d'apprentissage s'est produite à cause de la pandémie car elle a pris les enseignants au dépourvu, et ils n'avaient pas le

choix de travailler à domicile comme les autres professions. Malgré ces défis, les gouvernements ont institué des changements dans les politiques et les pratiques pour atténuer les effets de la pandémie, avec quelques résultats positifs. Les gouvernements ont mis en place des procédures opérationnelles standard en raison de la pandémie qui a provoqué un changement d'attitude par rapport à l'approche habituelle de l'apprentissage fondamental. Il existe des prototypes qui améliorent les défis de l'apprentissage fondamental et des données et des preuves commencent à émerger et à éclairer les interventions dans l'apprentissage fondamental. Il existe une continuité de l'éducation dans les pays membres et le renforcement des capacités se poursuit dans différents contextes. De plus, il y a une utilisation accrue des médias pour l'apprentissage, en particulier l'apprentissage numérique.

À l'avenir, le panel a identifié plusieurs domaines qui nécessitent des améliorations. Les gouvernements doivent continuer à sceller les fissures visibles dans les systèmes éducatifs par des interventions stratégiques dans l'apprentissage fondamental. Celles-ci comprennent la production de ressources pédagogiques appropriées pour l'apprentissage de base, l'expansion des espaces d'apprentissage, la disponibilité et l'extraction de données et de preuves pour la prise de décision en matière d'apprentissage de base, la poursuite des programmes de rattrapage tels que la remédiation et l'intégration de méthodologies, de pratiques, et des approches centrées sur différents apprenants. Il est également nécessaire de s'inspirer d'interventions réussies telles que l'approche de l'éducation en situation d'urgence pour repenser l'éducation pour l'avenir et de travailler à la réintégration des filles (mères adolescentes) dans les écoles. En ce qui concerne les enseignants, il est important de leur fournir un soutien pratique par le coaching, d'investir dans leur bien-être, d'améliorer leur politique de déploiement – par exemple, en plaçant les meilleurs enseignants aux niveaux inférieurs du système éducatif, et d'aborder la formation initiale et continue d'enseignants. Les évaluations doivent être utilisées pour l'apprentissage et pour déterminer les résultats d'apprentissage, car cela aidera à évaluer où se trouvent les apprenants, où ils doivent être et les y emmener. Développer des outils, y compris des outils d'apprentissage numérique, pour mesurer les progrès vers la vision définie par les ministères de l'éducation et pour améliorer la résilience. Nous devons également aborder les problèmes contextuels de la faim et de la santé dans nos interventions et rendre l'apprentissage par les pairs plus stratégique. Pour apporter ces améliorations, il faut un leadership non défensif - l'Afrique arrive à maturité et il est nécessaire d'utiliser des preuves pour améliorer l'apprentissage fondamental. Les ministères de l'Éducation devraient être le fer de lance de la levée de la charge afin que d'autres puissent s'y joindre ; ils doivent ouvrir la voie, faire le premier pas et prioriser ce qui doit être fait.

Les principaux points à retenir suivants ont encadré les délibérations ultérieures lors des deux séances en petits groupes, également éclairées par les résultats des événements parallèles de la veille, sur l'apprentissage fondamental :

- Un changement fondamental dans l'apprentissage est nécessaire sur base des meilleures pratiques des programmes d'éducation de pays tels que le Sénégal, le Kenya, le Libéria qui ont été mis en œuvre à grande échelle.
- Adopter une pédagogie structurée – tout ce qui compte, ce sont les pratiques pédagogiques de l'enseignant type dans une classe rurale basées sur la science de l'enseignement pour doubler les résultats d'apprentissage. Des systèmes de coaching efficaces peuvent être utilisés pour aider l'enseignant à mieux travailler.

- Accéder à des meilleures données et preuves à l'aide des boîtes à outils disponibles pour guider les dialogues sur les politiques et la programmation intra- et inter-pays afin d'augmenter les résultats d'apprentissage de base.
- Prioriser ce qui doit être fait de manière contextuelle et en utilisant une approche systémique, pour déterminer les points d'acupuncture et d'étudier l'interaction des facteurs – enseignants et rémunération, chaînes de distribution de livres, et motivation.

### **3.2.2. DCTP et enseignement supérieur**

Dans le second panel qui combinait DCTP et enseignement supérieur, Dr Lucy Heady, Directrice générale de l'ESSA Africa, a engagé les cinq membres (S.E. Dr Valentine Uwamariya, Ministre de l'éducation du Rwanda; S.E. Dr Monica Musenero, Ministre de la science, de la technologie et de l'innovation de l'Ouganda; Mutonji Mayanda, Festo Didactic pour l'Afrique Australe et Orientale; S.E. Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, Vice-première ministre et Ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie de l'Île Maurice ; et Mme Titia Bredée, Directrice générale de Nuffic) et ont discuté sur les questions suivantes:

- Les mécanismes gouvernementaux qui doivent être mis en place, y compris la révision et l'amélioration des politiques existantes et des questions de gouvernance, pour créer un environnement propice à l'amélioration du DCTP.
- Bons exemples et expériences sur la façon dont le DCTP peut devenir plus réactif aux besoins des jeunes, de la communauté et du marché du travail.
- Les exemples de politiques fiscales qui stimulent la création et l'expansion d'entreprises et engendrent ainsi une demande supplémentaire de compétences et de formation sur le marché du travail.
- L'état des politiques gouvernementales, des systèmes de gouvernance et des cadres juridiques promouvant la recherche nationale initiée et dirigée par les Africains.
- Que faut-il faire pour améliorer les liens entre le marché du travail et les établissements d'enseignement supérieur (par exemple, les universités et les instituts de recherche) pour une offre de compétences fondée sur la recherche et axée sur la demande.
- Les exemples de preuves tangibles que les résultats de la recherche répondent/ont répondu aux besoins et priorités de développement des communautés.

Trois des principaux défis cités par les membres du panel étaient de savoir comment soutenir le changement de mentalité pour atténuer la réticence des étudiants – et de leurs parents à leur permettre – de rejoindre le DCTP, la « jeunesse » de l'industrie du DCTP par rapport au nombre de jeunes ayant besoin de détachements et travaillant isolément dans l'enseignement supérieur, en particulier dans la recherche.

Sur une note positive, il y a eu des progrès significatifs dans la mise en relation des établissements de formation avec les industries, comme on le voit dans les programmes d'immersion, la conception et la préparation du programme d'études et le partage d'expériences par les instructeurs. Des étapes importantes ont été franchies dans la mise en place de liens entre les institutions et l'industrie où, par exemple, les industries sont représentées au sein du conseil d'administration du DCTP et des établissements d'enseignement supérieur. Il existe des foyers de sensibilisation des parents aux

bénéfices du DCTP, et des passerelles ont été créées entre le DCTP et l'université, notamment à travers la mise en place de référentiels de certifications.

D'autres domaines de travail sont la mise en place d'unités de production au sein des DCTP pour aider à générer des revenus et à acquérir une expérience pratique, l'accent mis sur le DCTP dans les politiques telles que la fixation d'un objectif de 60 d'élèves quittant l'enseignement secondaire pour être inscrits au DCTP dans certains pays. Afin de lutter contre le chômage des jeunes, certains pays canalisent délibérément les investissements dans le DCTP car cela coûte cher. Cela comprend des investissements dans les infrastructures grâce aux contributions du gouvernement et des partenaires de développement, la mise en place d'unités de production au sein des institutions du DCTP pour aider à générer des revenus et à acquérir une expérience pratique, et la fourniture d'équipements aux institutions. Certains pays ont également modifié le modèle d'enseignement, passant à un programme basé sur les compétences à partir de 2017, et travaillent sur des cadres de qualifications qui permettront la mobilité des étudiants, des professeurs et de la recherche. Le suivi et l'évaluation sont gérés par les départements gouvernementaux sur la base de normes établies et de systèmes de gestion des données scolaires. Il existe également une recherche collaborative liée à des objectifs économiques et sociaux, notamment des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur d'autres pays et le renforcement de la capacité des chercheurs à postuler à la recherche et à être compétitifs.

Le panel a identifié les besoins d'amélioration suivants :

- Changer l'écosystème, par exemple en investissant dans l'infrastructure de l'enseignement technique, pour attirer les meilleurs étudiants.
- Assurer de nouvelles carrières de niche pour la jeune génération – cybersécurité, robotique, développement des médias.
- Accroître les possibilités de dialogue avec l'industrie et les institutions pour remédier de manière globale à l'inadéquation et pour que l'industrie reconnaisse que cela est dans son meilleur intérêt.
- Développer l'amour de la science dès les premières années pour créer un pipeline et relier ses résultats avec les résultats de la recherche à la politique.
- Changer les mentalités en considérant l'enseignement technique comme faisant partie du développement des compétences supérieures – pas seulement pour former des plombiers et des électriciens, même si ce cadre de main-d'œuvre qualifiée est nécessaire.

À l'avenir, les solutions possibles consistent à introduire une nouvelle filière technologique de formation dans les écoles secondaires, à lancer des fonds d'encouragement à la recherche pour la collaboration entre l'enseignement supérieur et l'industrie et à mettre l'accent sur la recherche qui aidera le développement national et la société, en particulier la recherche collaborative avec d'autres pays.

Voici les principales conclusions des discussions de la deuxième table ronde:

- Institutionnaliser un mécanisme qui engage délibérément l'industrie à faire partie du système éducatif – à la fois l'enseignement technique et l'enseignement supérieur, avec de nombreuses stratégies employées pour ce faire (par exemple, les stages industriels, la conception des programmes, les instructeurs et des fonds spécifiques comme incitations).

- Créer des parcours flexibles entre le DCTP et l'enseignement supérieur, y compris par le biais de cadres de certifications comme un moyen de construire des parcours flexibles.
- Améliorer la recherche collaborative à travers le continent, le partage des meilleures pratiques et la mobilité accrue des étudiants, des professeurs et de la recherche.
- Mettre en place un vaste programme de doctorat africain, axé sur les défis auxquels l'Afrique est confrontée, tels que le changement climatique et la santé.

## 4. RECOMMANDATIONS POUR CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS RÉSILIENTS EN AFRIQUE

---

### 4.1. L'impact de la COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains

Les discussions des deux séances de petits groupes ont porté sur (1) l'impact de la COVID-19 sur l'accès, la pertinence et la qualité de l'éducation, en particulier pour les enfants défavorisés et vulnérables, (2) les solutions et technologies les plus efficaces qui ont contribué à la continuité de l'apprentissage aux différents niveaux d'enseignement, (3) ce que la COVID-19 nous apprend sur la capacité des systèmes éducatifs à absorber le choc d'une crise, (4) comment rendre le système plus résilient en se basant sur les leçons tirées de la mise en œuvre des programmes et des politiques d'éducation à distance, le rôle de la recherche et des connaissances indigènes dans la promotion des innovations et des solutions africaines, et (5) le type de politiques, de programmes et de partenariats nécessaires pour mieux reconstruire, notamment avec des innovations menées par les femmes et les jeunes.

#### ***Les défis et ce qui fonctionne :***

L'impact négatif de la COVID-19 sur l'accès, la qualité et l'équité des systèmes éducatifs et le faible rôle que la recherche et la technologie ont joué jusqu'à présent dans l'amélioration de l'apprentissage pendant la crise font partie des défis actuels. À cela s'ajoute la difficulté d'influencer positivement les décideurs de l'éducation et de rendre les gouvernements africains plus proactifs et non plus réactifs pendant les crises. Grâce à son pouvoir de rassemblement, l'ADEA peut réunir les décideurs, comme cela a été démontré précédemment et maintenant pendant cette Triennale, pour délibérer sur la façon de relever ces défis, partager les connaissances et les expériences avec les partenaires et les acteurs de l'éducation sur ce qui fonctionne et sur la manière d'apporter des améliorations pour rendre le système plus résilient. Il est nécessaire de tirer parti du cadre unique des communautés africaines et d'utiliser l'innovation locale et les dirigeants des communautés locales pour stimuler les inscriptions et la rétention des apprenants. Les centres d'apprentissage communautaires peuvent également être exploités, par l'intermédiaire des OSC, pour s'assurer que les enfants apprennent pendant et après les crises, en plus de l'utilisation de la radio pour pénétrer les zones difficiles à atteindre et de la traduction des instructions dans les langues locales. Permettre l'apprentissage entre pays favorise et partage les meilleures pratiques et les leçons apprises. Les stratégies d'apprentissage en ligne disponibles ont permis aux enseignants d'utiliser des plateformes pédagogiques flexibles - la plupart des enseignants ont utilisé des applications simples et facilement accessibles comme WhatsApp, Google Hangout, zoom, teams, etc. Les vidéos développées par les ministères se sont concentrées sur des concepts simples et les ont relayés. La Finlande a mis l'accent sur le mentorat par les pairs, avec un mentor pour 21 enseignants. Les mentors ont fourni un retour sur l'enseignement, une formation sur les méthodes de TIC et une formation flexible.

#### ***Les besoins d'amélioration et de solutions futures possibles :***

Pour que ces propositions fonctionnent, les parties prenantes de l'éducation ne doivent pas hésiter à parler de finances, en supposant que cela s'adresse aux décideurs politiques. Pour maintenir le financement de l'éducation, les gouvernements doivent faire preuve d'audace en recherchant des sources intérieures et en limitant la dépendance excessive à l'égard des financements extérieurs. Il est reconnu que la plupart des gouvernements avaient des plans d'urgence faibles ou inexistantes

pour atténuer les effets de la pandémie sur l'éducation. Pour améliorer la situation, il est nécessaire d'influencer les décisions afin de renforcer la mise en œuvre des politiques et de s'assurer que les engagements avec les décideurs s'étendent à la conception des interventions. Des efforts délibérés doivent également être faits pour impliquer les industries, car elles font partie des décideurs. Il s'agit en outre de passer de la capacité d'absorption à la capacité de transformation tout en s'attaquant aux facteurs sous-jacents qui influencent les résultats de l'apprentissage. Étant donné que l'apprentissage à distance peut démarrer de manière inattendue, les systèmes d'administration doivent être facilement accessibles, et il convient d'envisager et de prendre en compte le personnel et le soutien supplémentaires dans la planification. En outre, il convient de tirer parti du partenariat pour pérenniser le financement et les résultats d'apprentissage, en s'appuyant sur une mise à l'échelle vers des actions durables telles que la formation des enseignants. Il est également nécessaire de valoriser et de tirer parti des économies informelles qui dominent dans la plupart des structures économiques africaines.

Les solutions doivent être mixtes pour pérenniser l'apprentissage - des exemples ont été partagés où les solutions étaient accompagnées d'évaluations pour mesurer l'efficacité des différentes méthodes. Il est également bénéfique d'aller au-delà des efforts et des outils immédiats pour faire face à la crise et d'assurer une résilience durable. Il faut également redéfinir ce qui est essentiel pour enseigner et apprendre et accroître l'accès aux infrastructures et aux gadgets appropriés pour accélérer l'apprentissage et suivre le processus. Les gouvernements devraient également apporter un soutien supplémentaire au personnel et aux apprenants confrontés à des problèmes de santé mentale.

Les acteurs de l'éducation doivent également tenir compte des personnes qui influencent positivement les décideurs, dans le cadre des solutions pour l'avenir. Dans le même temps, ils doivent travailler avec le secteur privé pour mobiliser des ressources, en tenant compte notamment de l'enseignement à distance, et adopter une planification d'urgence fondée sur des données probantes, et utiliser les données de manière plus intensive pour une meilleure planification. Il est important de mettre en place un programme de réinsertion scolaire pour les filles enceintes afin d'assurer la continuité de leur éducation. La création de partenariats de financement avec le secteur privé facilitera la mise à l'échelle de l'impact, l'investissement dans la numérisation et le développement des compétences en matière d'EFTP. Les solutions numériques pourraient également être exploitées pour intégrer l'expérience en classe dans une application numérique afin de garantir la continuité de l'apprentissage en cas de crise. En résumé, les gouvernements et les acteurs de l'éducation doivent réfléchir à des solutions locales favorables à l'Afrique.

L'engagement du gouvernement est crucial pour s'appuyer sur les pratiques qui ont bien fonctionné pendant la pandémie, pour institutionnaliser des mécanismes qui apportent un soutien supplémentaire au personnel et aux apprenants confrontés à des problèmes de santé mentale, pour travailler avec de jeunes entrepreneurs en démarrage afin de développer des solutions innovantes, et pour rassembler toutes les parties prenantes de l'éducation, y compris les chefs traditionnels et confessionnels, afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les systèmes éducatifs.

### **Messages clés :**

- Construire des systèmes éducatifs durables et résilients qui anticipent les chocs et les crises en élaborant des plans d'urgence fonctionnels tenant compte du contexte éducatif africain, et en communiquant les plans, et toute modification ultérieure, aux différents acteurs et parties prenantes.

- Veiller à ce que l'engagement avec les décideurs soit intégré dans la conception des interventions. Valoriser et tirer parti de l'influence des dirigeants locaux et de l'apprentissage communautaire, tout en valorisant les économies informelles.
- Promouvoir l'apprentissage croisé et donner aux enseignants et à ceux qui dispensent les cours les moyens d'être réactifs et d'innover pour trouver des solutions et développer un réflexe d'adaptation.
- Adopter une approche multisectorielle, en collaborant avec d'autres partenaires et secteurs tels que les infrastructures, la santé, les finances et la nutrition, dans le cadre d'une approche pangouvernementale.
- S'appuyer sur des programmes communautaires complétés par des modes d'apprentissage et d'e-learning (apprentissage en ligne) et sur l'utilisation de comités de gestion scolaire pour compléter et étendre ce que le gouvernement et les partenaires du développement font à la base.
- Lancer, là où il n'en existe pas, des programmes de réinsertion scolaire, en particulier pour les filles et les apprenants handicapés, à la suite de catastrophes telles que la COVID-19, afin de s'assurer que l'apprentissage ne s'arrête pas brusquement.
- Tirer parti du partenariat et des technologies numériques pour soutenir les résultats d'apprentissage, en passant d'une capacité d'absorption à une capacité de transformation, tout en s'attaquant aux facteurs sous-jacents qui influencent les résultats.

## 4.2. Améliorer l'apprentissage fondamental de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que l'apprentissage social et émotionnel

Les premières séances en petits groupes sur l'apprentissage fondamental se sont penchées sur les trois domaines suivants : le soutien à une éducation de qualité de la petite enfance et l'amélioration de l'enseignement de l'apprentissage fondamental. Les discussions ont porté sur des exemples d'approches basées sur le jeu qui fonctionnent dans le contexte africain, sur les composants clés des programmes d'apprentissage fondamental réussis et sur leur évolution, ainsi que sur des exemples de types de partenariats nécessaires pour renforcer l'apprentissage fondamental en Afrique. La deuxième séance en petits groupes avait pour sujet clé l'enseignement fondé sur l'évaluation pour soutenir l'apprentissage fondamental, y compris une optique centrée sur l'enfant. Les participants à cette session ont eu un aperçu des expériences des pays concernant les données d'évaluation actuellement collectées (ou qui seront collectées à l'avenir) pour suivre la reprise de l'apprentissage à partir de la COVID-19, les défis de l'évaluation de la lecture, des mathématiques et des compétences socio-émotionnelles et les solutions possibles, et ce qu'il faut pour passer de l'évaluation de l'apprentissage à l'évaluation pour l'apprentissage.

### **Défis :**

Cinq questions clés ont été abordées : le soutien et l'autonomisation des enseignants, la mise à l'échelle et ce qu'il faut faire pour institutionnaliser les réformes, le soutien de l'apprentissage par les pairs en relation avec les milieux cibles, la responsabilité mutuelle et le partenariat, et l'évaluation.

Les défis mis en évidence comprennent l'existence d'apprenants incapables d'effectuer des opérations mathématiques de base, bien qu'ils soient scolarisés depuis trois ans ou plus, des

enseignants mal équipés pour enseigner les opérations mathématiques de base en raison d'une formation trop théorique avec un contenu pédagogique limité, une formation des enseignants axée sur un contenu mathématique de niveau supérieur plutôt que sur les notions de base en calcul et des écarts entre la formation des enseignants et leur déploiement. Parmi les autres défis à relever, citons l'éducation de la petite enfance dispensée dans des centres de jeux sans qu'aucun apprentissage formel n'ait lieu, la capacité insuffisante des enseignants et des auxiliaires qui dispensent l'éducation de la petite enfance, des systèmes éducatifs basés sur la mémorisation et l'apprentissage par cœur, ce qui n'aide pas à créer de nouvelles connaissances ou nos propres systèmes de connaissances, un nombre considérable d'enfants non scolarisés, des ratios élèves/enseignant élevés (par ex. 80 à 100 élèves par enseignant au Mozambique), le faible niveau de l'apprentissage fondamental, qui ne progresse que lentement, l'apprentissage fondamental pour les apprenants handicapés et la recherche inactive sur les prévisions en matière d'éducation.

Pour les enseignants, l'importance de passer de l'évaluation de l'apprentissage à l'évaluation pour l'apprentissage et la nécessité d'aider les enseignants à effectuer ce changement, alors qu'ils sont contraints de mener le programme d'études à un rythme soutenu, ont été citées. L'évolution des attentes à l'égard des enseignants et la nécessité de les convaincre qu'ils sont responsables de l'apprentissage des enfants ont également été mises en avant, ainsi que la nécessité de former les enseignants à intégrer l'évaluation dans l'enseignement et à donner un retour d'information sur place. Le soutien et la responsabilisation des enseignants ont été illustrés par la Zambie, qui a adopté une approche consistant à enseigner au bon niveau, et par le Zimbabwe, qui a veillé à ce que les enseignants reçoivent une formation adéquate. Les deux pays se sont également accordés sur l'importance de la voix des enseignants, en veillant à ce qu'ils aient leur mot à dire dans le dialogue sectoriel. Le programme zambien est un exemple positif de mise à l'échelle, mais le problème du financement limité de l'institutionnalisation demeure. La fixation d'objectifs a été encouragée comme un moyen pour les pays de se comparer les uns aux autres, tout en adoptant la responsabilité mutuelle et le partenariat, ainsi que l'engagement des citoyens, des parents et des communautés.

Il est nécessaire d'examiner le système d'évaluation, de s'interroger sur ce qui est évalué et pourquoi, d'avoir une vue d'ensemble pour identifier et fournir des preuves de ce qui peut être amélioré dans les systèmes éducatifs africains. En outre, il est important d'évaluer les bonnes choses, de s'assurer que l'évaluation est spécifique au contexte et de mener une évaluation suffisante dans un contexte de ressources limitées, comme dans le cas du Malawi qui manque d'inspecteurs.

### **Ce qui fonctionne :**

Les pays et les partenaires ont partagé certaines pratiques et approches de travail. Dans le cadre de l'approche « *Teaching at the Right Level* » (TaRL), les apprenants sont évalués à l'aide d'un outil simple, ils sont regroupés en fonction de leur niveau de performance, des cours de base de calcul et de lecture sont dispensés et les enseignants sont encadrés et soutenus dans cette tâche. Dans le cas de la Zambie, cette approche a permis d'améliorer considérablement la proportion d'enfants capables d'effectuer des opérations mathématiques de base. Les progrès sont soutenus en aidant les enseignants à mettre en œuvre le TaRL par le biais d'une formation intensive, d'un soutien à l'école par des mentors et d'un soutien à la collecte de données. Le Zimbabwe a démontré les avantages de la formalisation, de l'institutionnalisation et de la consolidation de l'éducation de la petite enfance dans les écoles primaires. Les centres de la petite enfance ont été transférés dans les écoles primaires et la durée de l'école primaire a été portée de 7 à 9 ans (dont 2 ans d'éducation de la petite enfance). Les enseignants et le personnel de la petite enfance ont été formés, notamment en

officialisant la formation de ces enseignants de manière à ce qu'ils soient formés dans des écoles normales. L'apprentissage par les pairs sur le thème de l'apprentissage fondamental, c'est-à-dire à la fois les échanges formels et les processus et conversations informels, est également une pratique de travail. Cela implique de disposer de structures pour faciliter cet apprentissage par les pairs, comme le mécanisme d'apprentissage par les pairs LEARN de l'UA sur l'éducation de base, ainsi que de données et de preuves - comme dans les rapports Spotlight - pour contribuer à ce processus. Une autre initiative de travail est la fixation d'objectifs sur les indicateurs de l'ODD4 associés à l'apprentissage fondamental, en collaboration avec l'ISU, où plus de 70 % des pays ont fixé des objectifs sur les indicateurs convenus. L'action et l'engagement des citoyens dans l'éducation, à la fois dans l'évaluation de l'apprentissage (évaluation menée par les citoyens) et dans le soutien des solutions (par exemple, les camps d'apprentissage, comme en Zambie) se sont également avérés être une pratique efficace.

### ***Besoins d'amélioration et de solutions futures possibles :***

Le ministère de l'éducation doit être engagé dès le début, avec les partenaires travaillant avec le personnel du ministère pour fournir des programmes d'apprentissage de base. Dans le cas de TaRL en Zambie, cela a permis de renforcer la capacité institutionnelle et l'appropriation au niveau du ministère, ce qui est crucial pour la mise à l'échelle. Il faut fixer des objectifs sur les indicateurs de l'ODD4 associés à l'apprentissage fondamental et mettre en place un mouvement de suivi de ces objectifs, en les considérant comme des repères et une base de dialogue. Trois solutions futures peuvent être envisagées. La première est l'extension de TaRL (dans le cas de la Zambie, l'extension est en cours, et le programme fonctionne maintenant dans plus de 3.000 écoles). Deuxièmement, le Zimbabwe a mis en place une politique d'apprentissage précoce. Actuellement en phase finale d'approbation, la politique inclut la gouvernance, les questions de santé, l'évaluation, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage et le financement comme piliers clés. Le troisième domaine est l'approche de l'évaluation par les citoyens, qui est un bien public mondial. Le réseau PAL prévoit de mener une évaluation à grande échelle, représentative au niveau national et dirigée par les citoyens dans 15 pays.

### ***Messages clés :***

- **Des données précises et accessibles sont nécessaires pour suivre les progrès réalisés par rapport aux engagements en matière d'apprentissage fondamental.** Les dirigeants du monde entier (y compris de nombreux Africains) ont récemment approuvé un engagement à l'action (CTA) visant à résoudre la crise de l'apprentissage fondamental lors du Sommet sur la transformation de l'éducation. Cet élan croissant pour améliorer la qualité de l'apprentissage fondamental a augmenté la demande de données pour évaluer où en sont les apprenants, où ils doivent être et ce qu'il faudra faire pour y parvenir. Les décideurs politiques ont convenu que des données de qualité sont nécessaires pour fixer des objectifs et suivre les progrès<sup>2</sup> dans l'apprentissage fondamental, mais la capacité à collecter et à utiliser les données sur l'éducation doit être renforcée. Il a été fait référence aux outils de visualisation des données pour soutenir les activités de suivi, mais même l'outil le plus sophistiqué repose sur des sources de données fiables au niveau local. Ainsi, le besoin de renforcer la capacité institutionnelle reste urgent. Les

---

<sup>2</sup> Notamment l'indicateur 4.1.1 de l'ODD sur l'atteinte d'un niveau minimum de compétence en matière de lecture, d'écriture et de calcul.

programmes qui se révèlent prometteurs à l'échelle sont fondés sur des sources de données pour la planification.

- **Les principes de la pédagogie structurée doivent être la priorité absolue si l'on veut obtenir plus rapidement des gains dans l'apprentissage de base.** Les programmes de pédagogie structurée réussis comprennent des ressources structurées que les enseignants et les apprenants utilisent quotidiennement (comme les cahiers d'exercices et les guides de l'enseignant), des systèmes de remédiation pour un soutien supplémentaire aux apprenants et l'utilisation régulière des informations provenant des évaluations afin que l'enseignement soit conforme aux besoins d'apprentissage des élèves.
- **Les enseignants ont besoin d'un soutien continu pour passer de l'évaluation de l'enseignement à l'évaluation au service de l'enseignement.** Il existe une tension entre la pression exercée sur les enseignants pour qu'ils avancent dans le programme au bon rythme et la manière dont ils doivent enseigner pour assurer les progrès en littératie et numératie fondamentales (FLN). Au-delà du FLN, les enseignants sont censés soutenir l'apprentissage social et émotionnel des enfants et préserver leur bien-être. Les programmes doivent se concentrer sur la création de conditions favorables pour que les enseignants puissent s'épanouir. Fournir des exemples pratiques aux enseignants sur la façon dont ils peuvent évaluer en classe s'avère utile.
- **La responsabilité mutuelle et les partenariats permettront de maintenir l'élan généré lors de la Triennale.** Les premiers pas vers une collaboration ministérielle sur l'apprentissage fondamental ont été discutés par les ministres de six systèmes éducatifs et d'un système éducatif infranational<sup>3</sup>. Cette expression sans précédent de solidarité ouvrira la voie à d'autres partenariats et mécanismes d'apprentissage par les pairs qui prendront racine parmi les acteurs de l'éducation.

L'Afrique reste confrontée à des défis sans précédent en matière d'apprentissage fondamental, avec de faibles niveaux de lecture et de mathématiques dans les écoles primaires, et il est essentiel de se concentrer sur la pédagogie comme l'une des principales voies pour améliorer l'apprentissage fondamental.

### **4.3. Réaménagement du développement des compétences techniques et professionnelles en tenant compte de la numérisation**

Cette session s'est concentrée sur les questions de la qualité des systèmes de DCTP, de l'évolution du marché du travail et de l'écosystème des compétences, ainsi que des innovations et des perturbations dans le DCTP, et a abordé plusieurs aspects. Il s'agit notamment des réponses des pays à la mise à niveau et à la professionnalisation des enseignants du DCTP, de l'offre de formation professionnelle continue pour les enseignants du DCTP et de l'obligation pour les formateurs du DCTP de suivre des programmes de perfectionnement obligatoires et organisés, de repenser la pédagogie et l'enseignement du DCTP pour répondre aux besoins nationaux et régionaux, d'assurer la continuité de l'apprentissage pour l'acquisition et l'évaluation des compétences pratiques pendant les crises afin de renforcer la résilience, et des interventions stratégiques réussies en termes de genre et de DCTP. D'autres thèmes sont le mandat des universités techniques, leur différence avec les universités de recherche traditionnelles, leur rôle dans la différenciation et la diversification du

<sup>3</sup> Côte d'Ivoire, État d'Edo (Nigeria), Gambie, Kenya, Malawi, Rwanda et Ouganda.

paysage de l'enseignement supérieur ; des exemples réussis de programmes d'apprentissage pouvant être reproduits, des leviers et des solutions pour une mise en œuvre réussie du DCTP mettant l'accent sur le financement, la qualité, la technologie, et le rôle des innovations EdTech pour combler le déficit de compétences dans les pays en développement.

En réponse au point de vue de l'expert de Maurice, l'expérience partagée du Mozambique a souligné que le pays a créé en 2014 le ministère de la Formation professionnelle et technique qui est notamment chargé de superviser la formation professionnelle et technique pour offrir des opportunités d'emploi aux jeunes. Le représentant a appelé au développement de partenariats public-privé pour améliorer la qualité de la formation et les chances d'insertion professionnelle des apprenants.

### **Défis :**

Parmi les défis auxquels les pays sont confrontés pour améliorer le DCTP, on peut citer : comment dynamiser l'économie nationale en donnant des compétences techniques et innovantes aux apprenants, mettre la formation et la recherche au service d'une main d'œuvre qualifiée, offrir une formation de qualité adaptée à l'entrepreneuriat et à l'emploi salarié, offrir des programmes d'études répondant aux besoins des marchés nationaux et aux normes internationales, améliorer l'image de la formation professionnelle auprès de la population, et développer des formations génératrices de revenus pour les populations qui constituent une main d'œuvre. Le manque de suivi des jeunes après leur formation pour renforcer leurs compétences et maintenir leur compétitivité est également un défi, en plus de ne pas couvrir l'ensemble du pays dans la création d'écoles techniques et de centres de formation professionnelle, et de formations inadaptées aux besoins des acteurs productifs.

### **Ce qui fonctionne et les besoins d'amélioration :**

De manière positive, il existe une volonté politique avec la création d'un ministère dédié à la formation professionnelle et technique. Dans certains pays, les diplômes délivrés par les acteurs privés du DCTP sont reconnus par l'État. Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne l'équilibre entre les sexes dans ce domaine, mais il reste encore beaucoup à faire. Les domaines d'amélioration comprennent le développement de politiques de formation professionnelle avec la contribution des parties prenantes, l'augmentation des budgets alloués au ministère de l'ETFP/DCTP par l'État et les partenaires techniques et financiers, le renforcement des capacités des enseignants selon les normes internationales et l'amélioration des formations proposées.

Trois forces vont influencer la réflexion du DCTP à l'avenir. Il s'agit des forces intrinsèques (les demandes internes du pays), des forces externes (l'automatisation des marchés internationaux), des chocs exogènes (pandémies et changements économiques). Le DCTP doit se concentrer sur la politique (la meilleure façon de servir les différentes activités économiques telles que les nouvelles spécialisations et les nouveaux diplômes), les programmes (limiter ce domaine restreint les choix de carrière des personnes et constitue un domaine de synergies panafricaines potentielles) et les personnes (le DCTP doit être culturellement proche de la société dans laquelle il fonctionne pour répondre aux besoins de la société). La pédagogie du DCTP doit s'adapter à Internet et à l'existence de matériels d'apprentissage et de formation en ligne, l'enseignant/formateur jouant le rôle d'intermédiaire et proposant une réflexion critique. En Finlande, les entreprises et les employeurs collaborent avec les prestataires de formation pour développer les qualifications requises pour répondre aux demandes du marché.

Les solutions futures possibles incluent la mise en place d'unités de formation mobiles, l'offre de certificats de formation et de qualification, et la formation de prisonniers pour une meilleure intégration. Les mécanismes de mise en œuvre doivent également tenir compte de l'importance des statistiques dans le diagnostic des besoins au travers de divers indicateurs de l'EFTP/DSV. Les options politiques doivent prendre en compte les parcours multiples et les programmes doubles. Des stratégies de changement d'image de l'EFTP/DCTV sont nécessaires pour résoudre les problèmes de perception. Il s'agit en outre d'améliorer la qualité de l'offre d'EFTP/DCTV pour stimuler la productivité et développer la compétitivité. Les pays doivent mettre en place des programmes ciblés de formation, de recyclage et de perfectionnement, avec la participation du secteur privé et de l'industrie dans tous les domaines. D'autres mesures comprennent la transférabilité des compétences pour améliorer les perspectives d'emploi, la formation des formateurs, en particulier dans l'industrie, afin qu'ils soient au fait des besoins actuels du marché du travail et de la technologie, et la participation de l'industrie, y compris la formation annuelle en cours d'emploi pour les enseignants dans les entreprises. L'autonomisation des filles et des femmes par le biais de l'emploi est une autre considération importante, en plus du travail holistique au sein des communautés pour fournir des compétences et donner aux femmes les moyens d'être économiquement autonomes en s'attaquant aux normes sociales.

En ce qui concerne la mise en œuvre, les principaux éléments constitutifs pour repenser l'EFTP/DCTP sont les politiques, les programmes, les projets, les personnes et les processus. En termes de cohérence politique, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes d'apprentissage par les pairs et de remédier aux échecs de l'apprentissage politique. Il faut également envisager une formation personnalisée qui réponde aux besoins individuels et aux compétences préalables. Les entreprises ont un rôle à jouer dans la formation basée sur les compétences, l'appréciation et l'évaluation étant effectuées à la fois par les entreprises et les enseignants/formateurs. En outre, il est nécessaire de mettre en place des structures institutionnelles complémentaires. Le changement de marque ne doit pas se limiter à faire plus de la même chose, mais adopter de nouveaux concepts, de nouveaux équipements, de nouvelles conceptions (par exemple, la portabilité interdisciplinaire des compétences, avec des exemples dans les soins de santé et l'hôtellerie). En termes d'innovations, il devrait y avoir une formation indépendante du temps et du lieu. Le dernier point est l'importance de reconnaître les compétences développées dans le secteur informel, étant donné le nombre élevé de jeunes africains impliqués dans ce secteur.

En ce qui concerne la technologie et le DCTP, il convient de réfléchir, lors de la conception des programmes professionnels, à la manière de s'assurer que la bonne technologie est disponible pour soutenir l'innovation en Afrique. La préférence devrait être donnée à la mise à l'échelle des initiatives ayant un impact plutôt qu'au pilotage, avec une évaluation régulière des résultats pour développer des solutions de DCTP basées sur les résultats et soutenir les apprentissages pour la mobilité ascendante. Les gouvernements doivent également créer des environnements propices à l'appropriation locale, au partenariat local et à la mise en œuvre locale, afin d'assurer la durabilité. La création de liens entre les acteurs par la mise en réseau (gouvernement, secteur privé et secteur de la connaissance) facilitera le cofinancement du DCTP. Il est également important d'explorer des moyens abordables de se connecter au secteur privé dès la planification des interventions et directement par le biais de stages et d'observation entre les jeunes et les entreprises. L'esprit d'entreprise est une nécessité dans chaque école du DCTP - y compris la pratique dans les clubs extrascolaires, l'accès au financement et l'amélioration des compétences avant même l'obtention du diplôme. L'exemple de la menuiserie au Rwanda montre comment promouvoir la technologie et les

technologies éducatives pour combler le déficit de compétences avec des points d'entrée importants comme le changement d'état d'esprit et la qualité de la formation, tandis que l'adoption de la numérisation dans la formation est un engrais important pour les résultats.

### **Messages clés :**

- Créer des modèles de financement durables par le biais de structures de cofinancement et de copropriété, en plus de concevoir des interventions innovantes et abordables pour une mise à l'échelle dès le départ. Trouver d'autres sources de financement du DCTP pour compléter les fonds publics et soutenir les apprentissages est une étape essentielle pour faire progresser ce sous-secteur.
- Appliquer les solutions EdTech aux métiers de l'apprentissage afin de promouvoir la qualité de la production, donner la priorité à la formation des formateurs, notamment dans l'industrie ou lors de stages externes, et mettre en œuvre des programmes de développement continu afin de promouvoir la montée en compétence, la requalification et la polyvalence.
- Veiller à ce que les universités techniques et polytechniques n'imitent pas les universités de recherche traditionnelles et mettent plutôt l'accent sur le développement de compétences axées sur la pratique et les innovations technologiques, tout en offrant aux apprenants la possibilité d'acquérir des compétences axées sur l'emploi au niveau le plus élevé possible.
- Promouvoir la cohérence des politiques en tirant les leçons des échecs des politiques et en les contextualisant à la situation d'un pays et en examinant les normes mondiales mais l'esprit africain et les spécificités des pays.
- Modifier la perception du DCTP en améliorant la qualité de son offre et en attirant les étudiants les plus performants, en donnant la priorité à sa fonctionnalité et à son utilité, en favorisant la portabilité des ensembles de compétences et des micro-crédits, ainsi que la différenciation inter et intra au lieu de la seule différenciation verticale.
- Éviter la formation axée sur la spécification des emplois et adopter de nouvelles formes de formation intégrée au travail tout en encourageant les partenariats et l'évaluation comparative avec les institutions africaines d'EFTP/DCTV.
- Forger des partenariats avec le secteur privé pour consolider la formation basée sur les compétences afin de garantir la pertinence des compétences acquises. Nous adopterons une approche gagnant-gagnant, avec des avantages à la fois pour les entreprises (comme des réductions d'impôts) et pour les apprenants (acquisition de compétences sur le lieu de travail).
- Souligner l'importance et l'utilisation de données de qualité dans le diagnostic des défis de l'EFTP, et créer un groupe de réflexion continental sur le DCTP pour soutenir la revitalisation de l'EFTP en Afrique.

## **4.4. Réinventer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Afrique**

Les questions de discussion pour ce sous-thème étaient ancrées sur quatre sujets : la promotion de politiques appropriées et d'une gouvernance et d'une responsabilité efficaces pour une recherche et une innovation nationales axées sur les besoins et dirigées par l'Afrique ; la constitution d'une main-d'œuvre qualifiée pour stimuler l'innovation et la compétitivité en Afrique, et le rôle de l'enseignement

supérieur dans la formation d'entrepreneurs qualifiés ; le développement de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche de niveau supérieur et le renforcement des liens entre la recherche et l'industrie par le biais d'options de financement innovantes et alternatives ; et l'amélioration de l'assurance qualité et de l'harmonisation des qualifications pour renforcer la libre circulation des travailleurs et des compétences.

Les points de vue des experts, qui ont suscité des réponses de la part des décideurs politiques, ont déclenché l'engagement du panel et l'interaction du public sur les preuves de l'existence de politiques et de systèmes de gouvernance qui se concentrent délibérément sur la promotion de la recherche nationale initiée et dirigée par les Africains, la mesure dans laquelle les résultats de la recherche répondent aux besoins et aux priorités de développement de la communauté, les facteurs de succès qui ont conduit à une augmentation des inscriptions et de l'adoption de la recherche scientifique dans les établissements d'enseignement supérieur, et les facteurs clés, autres que la main-d'œuvre qualifiée et la technologie, qui peuvent permettre, ou ont permis, à la recherche d'avoir un impact positif sur la main-d'œuvre qualifiée de l'Afrique dans l'industrie agricole et alimentaire.

Les sessions ont également permis d'échanger sur la façon dont les différents acteurs de l'espace de l'enseignement supérieur peuvent jouer leur rôle efficacement pour promouvoir l'utilisation des terres et la valeur ajoutée ; des exemples d'options de financement alternatives qui ont été utilisées pour développer l'enseignement supérieur, l'apprentissage et la recherche ; et comment améliorer l'efficacité des initiatives existantes sur l'assurance qualité et l'harmonisation des qualifications tout en tenant compte de la transparence et de la confiance entre les cadres de qualifications africains.

### **Défis :**

Le sous-secteur de l'enseignement supérieur est confronté à des difficultés pour obtenir des financements pour la recherche après la COVID-19, à une crise de recrutement et de rétention du corps professoral, et à des problèmes de capacité de ressources, notamment pour atteindre la norme fixée d'allouer 2% du PIB d'un pays à la recherche. L'Afrique a beaucoup à faire dans ce domaine et l'accent mis sur le développement des infrastructures, sans pour autant donner la priorité à la recherche et au développement (R&D), n'a pas arrangé la situation. L'Afrique doit commercialiser les résultats scientifiques - au cours de la COVID-19, le continent s'attendait à voir plus de résultats scientifiques pour aider à fournir des mesures d'atténuation basées sur la recherche.

Ainsi, les défis comprennent les politiques de recherche qui sont disponibles sans plans de mise en œuvre, le manque de visibilité pour montrer l'impact malgré la recherche en cours, la faiblesse des liens entre le monde universitaire et l'industrie, les universités et les industries ne profitant pas suffisamment les unes des autres, la recherche et le financement ne ciblant pas nécessairement les domaines prioritaires, le financement insuffisant de la recherche et le fait de ne pas donner la priorité à la R&D. Un autre défi est la réduction progressive des fonds alloués à l'enseignement supérieur et l'inadéquation de la recherche d'impact - peut-être en raison de l'absence d'ambition de résoudre les problèmes sociétaux ou d'une recherche d'impact non exigée par la société, les agences de financement peuvent vivre dans des tours d'ivoire et ainsi expliquer le décalage entre les attentes et la production en matière de recherche). Il existe également un déséquilibre entre la recherche à fort impact et la recherche pour le bénéfice individuel, qui se traduit par des « publications de type mafieux ou sur les médias sociaux ».

Parmi les autres défis à relever, citons la mauvaise gestion de la recherche, l'utilisation inefficace des fonds de recherche, la faiblesse des mécanismes de responsabilité et de transparence et le non-respect des délais fixés, les différences linguistiques entre les pays d'Afrique, qui constituent un obstacle à la reconnaissance mutuelle des qualifications et à la conduite de la recherche collaborative, et la faiblesse des compétences en matière de gestion des relations entre les partenaires et les collaborateurs. L'approche inter-pays et multisectorielle de la politique, de la programmation et de la pratique de l'enseignement supérieur en est encore à ses débuts et peut être améliorée.

### ***Ce qui fonctionne et les besoins d'amélioration :***

Malgré les défis susmentionnés, les pays membres font preuve d'une bonne volonté accrue pour dialoguer sur les politiques, les programmes et les pratiques de l'enseignement supérieur. Les pays membres commencent également à concevoir de nouvelles façons d'entretenir des relations significatives et de collaborer pour pallier les déficits de financement et améliorer la conduite de la recherche. Il existe également des initiatives positives telles que le programme AIMS et RUFORUM dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda et le Ghana ; le programme de bourses de la diaspora africaine Kanagi ; des travaux de recherche importants sont menés par des universitaires africains, dont beaucoup ont obtenu des doctorats dans différentes parties du monde ; et la Banque africaine de développement a pour mandat de soutenir l'enseignement supérieur et la R&D en Afrique.

Il est toutefois nécessaire de transformer les déclarations en actions, de saisir les opportunités offertes par les partenaires et de promouvoir le financement endogène pour améliorer l'adéquation entre la recherche et le développement. Les universités et autres établissements d'enseignement supérieur de la région doivent former des partenariats stratégiques, promouvoir les établissements d'enseignement supérieur et les établissements de formation professionnelle axés sur les opportunités, et accélérer la transition verte et numérique ainsi que la croissance des emplois dans le développement humain. Il est également important de mobiliser le financement de la recherche auprès de sources nationales et de partenaires extérieurs, en tenant compte du principe de responsabilité mutuelle.

Parmi les solutions possibles à l'avenir, le renforcement des capacités ne devrait suivre que l'identification des domaines prioritaires dans les établissements d'enseignement supérieur. Les attentes en matière de recherche devraient également être réalignées avec la réalité, en termes de qualité des produits de la recherche. Pour parvenir à une recherche d'impact, il sera nécessaire de mettre en place des recherches pertinentes, synergiques, basées sur la base, la collaboration Sud-Sud et l'impact pour résoudre les défis dans ce domaine, par exemple, en matière de sécurité énergétique et alimentaire. Des modèles de recherche évolutifs sont inévitables. D'autres considérations pour les solutions futures sont les suivantes :

- **Modèles innovants de financement/allocation de fonds à la recherche** : Faire pression pour une allocation plus importante, instituer et exploiter l'éventail des options de financement alternatives, y compris le financement différencié de l'enseignement supérieur pour une prise de décision basée sur des preuves et le suivi de l'impact.
- **Faire preuve d'intention à l'égard d'un enseignement supérieur (ES) hautement qualifié et considérer l'ES comme un bien public** pour stimuler et maintenir l'intérêt à son égard.

- **Confiance** : les chercheurs doivent proposer des solutions solides - les chercheurs locaux doivent proposer des solutions locales.
- **Les mécanismes de responsabilisation doivent être solides et transparents.** Dans le cadre de la responsabilisation, les déclarations d'ES doivent se traduire par des actions.
- **Exploiter le potentiel des opportunités existantes, telles que le processus d'intégration régionale** qui favorise la libre circulation des services et de la main-d'œuvre, et la reconnaissance mutuelle des qualifications pour faciliter la mobilité académique ; l'apprentissage par les pairs et le recours aux experts locaux.
- **Approches de recherche basées sur les TIC** utilisant l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique.
- **Utilisation des données** pour la crédibilité, la gestion, la diffusion et l'exploitation pour une prise de décision fondée sur des preuves.
- **Approche bidirectionnelle de l'ES** : utiliser les leçons apprises dans l'ES pour informer l'éducation de base.
- **Outils pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur** : utiliser les normes et standards existants pour l'enseignement supérieur afin de contrôler la qualité.
- **Internalisation** des programmes d'enseignement supérieur et des activités de recherche et développement (R&D).

Enfin, les gouvernements sont invités à développer l'enseignement, l'apprentissage et la recherche de niveau supérieur et à renforcer les liens entre la recherche et l'industrie par le biais d'options de financement innovantes et alternatives.

### **Messages clés :**

- Veiller à ce que les politiques relatives à la recherche soient pilotées localement et répondent aux besoins pour faire de la recherche scientifique une priorité. Aligner et harmoniser les besoins en matière de recherche scientifique afin qu'ils soient davantage liés aux demandes de l'industrie et qu'ils répondent aux priorités de la communauté.
- Intégrer l'enseignement des STEM dès l'enseignement primaire et secondaire pour encourager les filières STEM.
- Innover sur les options de financement de la recherche dans l'enseignement supérieur afin d'informer les politiques, les programmes et les pratiques. Il s'agit notamment de promouvoir le financement endogène pour une meilleure adéquation entre la recherche et le développement, tout en développant des mécanismes qui encouragent les échanges interuniversitaires et qui permettent aux universités et aux industries de bénéficier les unes des autres.
- Renforcer la capacité du personnel de l'enseignement supérieur à entreprendre des recherches solides et à mettre en œuvre des programmes de développement des compétences pour l'Afrique fondés sur la confiance et les avantages mutuels. Il s'agit notamment de promouvoir la publication en collaboration tout en se prémunissant contre la massification non réglementée des publications des universités afin de garantir la qualité et la responsabilité.

- Encourager les partenariats stratégiques entre les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur (EES) en Afrique, promouvoir les EES et les DCTP axés sur les opportunités, et accélérer la transition bleue, verte et numérique ainsi que la croissance des emplois dans le développement humain.
- Maintenir les possibilités d'apprentissage stratégique par les pairs et généraliser l'utilisation de données et de preuves pour la prise de décision dans l'enseignement supérieur.
- Continuer à améliorer l'assurance qualité et l'harmonisation des qualifications pour renforcer la libre circulation de la main-d'œuvre et des compétences, tout en contribuant à la transparence des qualifications et à la confiance entre les cadres de qualifications africains.
- Garantir une recherche ayant un impact et liée aux défis, aux besoins sociaux et aux priorités de la société, ainsi que l'utilisation judicieuse des financements limités disponibles.
- Créer une collaboration et des synergies pour renforcer la coopération et la collaboration entre l'Afrique et le Sud dans l'enseignement supérieur.
- Soutenir ou identifier des mécanismes - tels que des projets de partenariat, des accords, des centres nationaux, des cadres de qualification - qui favorisent la collaboration et la mobilité entre les pays.

#### **4.5. Relever le défi des données sur l'éducation et les compétences en Afrique**

La session a exploré les moyens de créer des changements au niveau politique, avec un impact significatif, dans (a) l'approche de la prise de décision pour qu'elle soit plus basée sur des preuves et des données de qualité, et (b) le renforcement de la coordination et de la collaboration intersectorielles.

Les intervenants ont partagé leurs expériences sur la mesure dans laquelle la COVID-19 a eu un impact sur l'accès et la disponibilité de données de qualité sur l'éducation et les compétences ; les leçons tirées des interventions précédentes et en cours pour relever le défi des données sur l'éducation et les compétences ; et les modalités pour faciliter un apprentissage efficace par les pairs, l'échange de connaissances et le partage des bonnes pratiques entre les pays africains sur la production, la gestion et l'utilisation des données sur l'éducation et les compétences.

D'autres considérations concernent les mesures pratiques nécessaires pour étendre les expériences réussies en matière de données sur l'éducation et les compétences dans les pays africains, y compris l'utilisation d'outils et de technologies modernes pour renforcer les systèmes de données ; et les domaines d'intervention pour le renforcement des capacités des pays à collecter et publier des données de qualité sur l'éducation et les compétences.

##### **Défis :**

Insuffisance de données de qualité, ce qui rend difficile l'orientation des politiques et la prise de décisions, en utilisant des données et des preuves provenant de sources telles que les tests mondiaux (PISA, TIMMS) et régionaux (SACMEQ, PASEC) ainsi que les examens nationaux et la gestion des écoles pour rendre les écoles plus efficaces. Le manque de données met en péril le financement, et comment capitaliser sur les données. La collecte et la conservation des données sont

fragmentées, les incitations à la collecte et au partage des données sont insuffisantes et il n'existe pas de stratégie à long terme en matière de données.

### ***Pratiques de travail et besoins d'amélioration :***

Parmi les exemples de pratiques de travail, citons le programme Yidan African Fellows, dans le cadre duquel des personnes locales bénéficient d'une formation qualifiante et rejoignent un réseau élargi, le travail de renforcement des capacités réalisé par l'ADEA pour aider les pays africains à soutenir les cadres continentaux de l'Union Africaine, l'initiative d'étalonnage des indicateurs CESA/SDG4 de l'UA pour l'établissement de rapports conjoints, la série de rapports Spotlight de l'ADEA-GEMR, le travail de l'ISU de l'UNESCO, d'ESSA Africa, de l'UNICEF, du GPE et de la Banque mondiale, ainsi que d'autres partenaires.

L'expérience de l'Ouganda montre qu'il est difficile de disposer de données réelles, en fonction de l'utilisation, et que les capacités humaines sont insuffisantes pour la collecte et l'analyse des données. Le pays dispose d'un EMIS de district qui collecte des données au niveau du district. Cependant, en raison de restrictions liées aux TIC, ces données ne sont pas rassemblées dans une banque de données nationale. Cependant, les données sur le genre, le VIH, la violence, etc. sont utilisées pour prendre des décisions et orienter les politiques, notamment pendant la pandémie. La Gambie souffre de la collecte de données de qualité sur l'éducation. Cependant, le ministère s'est engagé à améliorer la situation et dispose désormais d'un SIGE solide. La collecte, le stockage et l'extraction des données sont prévus dans le calendrier du ministère.

Le Niger procède à des évaluations nationales depuis 2015. Avant la pandémie, un processus a été initié pour analyser les données mais s'est avéré être un défi. Les résultats d'un projet pilote dans les 4 districts du pays montrent qu'il y a un manque de vision dans la collecte et l'utilisation des données. Il y a également un manque de confiance dans les données (soit elles sont falsifiées, soit il y a tellement de données collectées qu'elles sont mal remplies), ainsi que des disparités dans les données des districts. Certains districts sont mieux équipés pour utiliser la technologie afin d'enregistrer les données, que d'autres qui sont manuels. L'UNESCO travaille avec deux districts (l'un manuel et l'autre numérisé) pour améliorer la situation d'ici 2023. Les enseignements tirés du Kenya, du Malawi et de la Zambie sont les suivants :

- Les gouvernements doivent assumer la responsabilité du plan de collecte des données, qui doit faire partie du budget national. Il s'agit en outre de renforcer les capacités des systèmes d'évaluation nationaux, en s'inspirant des meilleures pratiques des autres pays.
- Il est nécessaire d'accroître l'accès aux données existantes afin que celles-ci puissent alimenter l'analyse des politiques. Beaucoup de données sont collectées individuellement mais peu sont utilisées.
- Il est important de disposer d'un plan de communication, de tirer parti de la sagesse collective de toutes les parties prenantes et de créer une communauté de pratique.

Un changement au niveau des politiques ayant un impact significatif nécessite une approche ascendante, une forte volonté politique, un engagement et une politique qui facilite la saisie et la distribution des données sur l'éducation et les compétences. La mobilisation des ressources nationales est un obstacle important à la collecte de données. Il est important d'assurer une coordination et une coopération efficaces avec les partenaires. La composante recherche est

également cruciale pour la politique des données. Il est nécessaire de déplacer le discours vers l'économie de la collecte de données. Pour tirer parti des données, il faut aller au-delà de l'intérêt de disposer de données et se concentrer sur les personnes qui peuvent utiliser ces données, comme les écoles, car des personnes extérieures ne peuvent pas dicter le fonctionnement des écoles.

### **Messages clés :**

- Développer des méthodes innovantes de collaboration avec les responsables politiques et les décideurs d'autres ministères, tels que celui des Finances, afin d'affecter davantage de fonds à l'amélioration de l'utilisation de données de qualité pour faire progresser l'éducation et les compétences. Nous veillerons à l'institutionnalisation de nos actions pour la durabilité et la résilience, tout en étant conscients des différents contextes nationaux.
- Renforcer les capacités des unités concernées au sein de nos ministères, au-delà de la formation, par l'apprentissage par les pairs, l'échange de connaissances et d'expériences et des séances de compte rendu des événements auxquels nos ministères participent.
- Faire pression pour l'incorporation de programmes qui soutiennent la fourniture de données sur l'éducation et les compétences dans le cadre du budget national et institutionnaliser des programmes de renforcement des capacités pour les institutions éducatives et les systèmes d'évaluation nationaux, avec le soutien des partenaires.
- Adopter une approche multisectorielle pour remédier à la fragmentation de la collecte et de la conservation des données en élaborant une stratégie à long terme sur les données (ou en renforçant celle qui existe déjà) et un plan de communication, en encourageant la collecte et le partage des données en tirant parti de la sagesse collective de toutes les parties prenantes et en créant une communauté de pratique.

## **4.6. Adopter la numérisation pour améliorer l'offre durable d'éducation et de formation en Afrique**

Les questions clés qui ont encadré les discussions de cette session concernent les politiques et stratégies nationales existantes dans l'utilisation des technologies numériques pour l'éducation, y compris l'apprentissage à distance, et si les pays ont fixé un budget pour les TIC dans l'éducation ; la valeur ajoutée pour les programmes d'e-éducation aux différents niveaux de l'éducation et les réussites, les défis et les bonnes pratiques dans l'utilisation des technologies numériques pour améliorer l'accessibilité et la disponibilité des données sur les résultats d'apprentissage ; le rôle des innovations EdTech pour combler les lacunes en matière de compétences dans les pays en développement en améliorant la qualité de l'enseignement et en renforçant la résilience et la réussite de toutes les personnes précédemment exclues, ou risquant de l'être, grâce à des systèmes d'apprentissage à distance efficaces ; et des exemples d'engagements de partenaires de travail pour soutenir l'utilisation des technologies numériques dans l'éducation.

### **Défis :**

Les discussions ont montré que l'absence d'un environnement et d'une infrastructure solides pour soutenir la numérisation était un problème majeur. La capacité des enseignants et l'utilisation de la technologie pédagogique pour la communauté enseignante, la création d'un environnement propice à la numérisation, le manque d'environnement robuste pour assurer la résilience de l'éducation

continue, et le manque de normes et de directives sur les meilleures pratiques en matière de numérisation restent des obstacles majeurs à l'adoption de la numérisation dans l'éducation.

### ***Pratiques de travail et besoins d'amélioration :***

Divers moyens sont utilisés pour la diffusion ou l'enseignement via la télévision, la radio et WhatsApp. Cependant, il est nécessaire d'établir les meilleures pratiques, de désigner une autorité chargée de mettre en œuvre l'enseignement et l'apprentissage à distance et le développement des compétences, ainsi que d'élaborer un plan d'action pour la numérisation. Des campagnes de sensibilisation et de promotion devraient être déployées pour l'enseignement et l'apprentissage à distance et dans la formation professionnelle afin d'encourager un changement de mentalité. En outre, les gouvernements devraient disposer d'un budget ou d'un fonds dédié pour promouvoir les TIC et acquérir les gadgets nécessaires. Cela favorisera la pratique d'investissements dédiés à la transformation numérique et aux infrastructures dans différents pays.

### ***Messages clés :***

- Se concentrer davantage sur la dimension éducative lors de la formulation des politiques et de la conception/mise en œuvre des initiatives en matière de technologies éducatives, et établir un lien avec la portée et/ou les résultats d'apprentissage. Cela contribuera à orienter notre approche de la technologie numérique dans notre contexte sur la manière dont elle peut aider à atteindre les buts/objectifs de la politique éducative.
- Exploiter les connaissances sur les innovations locales qui tirent parti des technologies pour atteindre des objectifs éducatifs plus pertinents dans de nombreux contextes sur le continent. Nous identifierons les solutions locales qui peuvent être mises à l'échelle, et développerons des stratégies de mise à l'échelle, afin d'accélérer le déploiement pertinent de la technologie numérique.
- Adopter une approche écosystémique dans le domaine des technologies éducatives afin de favoriser un déploiement résilient et durable des technologies et adopter une approche inclusive pour toutes les parties prenantes afin de construire l'écosystème de l'éducation numérique.
- Tirer parti des technologies disponibles pour aller au-delà de la formation numérique des enseignants et contribuer à faire des enseignants des leaders capables d'assurer un déploiement significatif de la technologie numérique dans les écoles et les communautés.
- Fournir des investissements dédiés à la transformation numérique et à l'infrastructure, tirer des enseignements des modèles existants de formation continue pour les enseignants, et référencer les boîtes à outils et les modèles de maturité pour faciliter l'accent sur les spécificités des pays en matière de développement de l'éducation.

Il a été convenu de se concentrer sur la formulation de politiques et la conception/mise en œuvre d'initiatives éducatives, et de faire le lien avec la portée et/ou les résultats d'apprentissage.

## **4.7. Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation et la formation pour les populations d'apprenants vulnérables**

La session s'est concentrée sur (1) l'amélioration de l'accès équitable et inclusif à l'éducation pour les enfants et les jeunes en situation de vulnérabilité, y compris ceux touchés par des crises ; (2) l'investissement plus équitable et efficace dans l'éducation et la formation, y compris l'orientation des ressources vers les apprenants ayant les plus grands besoins et la fixation d'objectifs concrets pour plus d'équité ; (3) le renforcement des liens entre les établissements d'enseignement et les foyers pour une meilleure participation de la communauté à l'apprentissage des enfants ; (4) la réponse à la diversité et l'inclusion réussie dans l'enseignement ordinaire ; et (5) l'investissement dans la collecte, la gestion et la publication de données désagrégées pour améliorer la prise de décision ciblée.

### **Défis :**

La charge domestique réduite et inégale, les relations inégales entre les sexes, l'accessibilité financière, les infrastructures et les difficultés d'accès physique restent des défis majeurs pour améliorer l'accès et l'équité pour les apprenants des populations vulnérables.

### **Pratiques de travail et besoins d'amélioration :**

Parmi les pratiques prometteuses, citons l'orientation professionnelle, le mentorat et les possibilités de coaching, l'encouragement de politiques plus fortes tenant compte de la dimension de genre et la promotion de programmes de formation numérique accessibles, d'établissements d'enseignement modernisés et d'environnements d'apprentissage à domicile améliorés pour les filles. Il a été convenu de se concentrer sur les étudiants les plus vulnérables et de poursuivre l'examen des politiques visant à ne laisser personne de côté.

L'expérience des études de cas du FAWÉ au Mali et à Zanzibar montre l'importance de contextualiser les interventions aux besoins en tenant compte des aspects géographiques et régionaux. L'implication des bénéficiaires dans la conception des projets ou des programmes d'intervention a un potentiel de réussite. Dans le même temps, les interventions doivent être alignées sur les environnements politiques nationaux ; par exemple, en ce qui concerne l'accès physique, l'île Maurice a institutionnalisé le transport gratuit vers l'école pour surmonter le défi de la distance. Les programmes d'alimentation ont amélioré l'accès en réponse aux défis des communautés à faibles revenus et des ménages pauvres. L'élaboration d'interventions pédagogiques durables par le biais du mentorat et des pratiques parallèles est l'autre intervention prometteuse qui améliorera l'accès et l'équité.

L'expérience de l'OIT en matière d'amélioration de l'accès et de l'équité dans l'éducation et la formation pour les personnes vulnérables, dans un souci de justice sociale, est un autre exemple de ce qui fonctionne. Il est important d'impliquer toutes les parties prenantes, y compris les communautés, les travailleurs et les organisations d'employeurs, dans les politiques de développement des compétences et de l'apprentissage tout au long de la vie, dès les phases d'identification des besoins et de conception, afin de garantir l'inclusion et la pertinence pour l'emploi. Les besoins d'apprentissage au niveau communautaire devraient permettre d'étendre la portée de la formation aux zones rurales et éloignées où se trouve une grande population de travailleurs.

Pour le VVOB, la boîte à outils de la pédagogie sensible au genre (PGS) destinée aux enseignants, aux formateurs et aux dirigeants est conçue pour faciliter l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation. L'outil se concentre sur diverses interventions, notamment l'accès et la participation soutenue,

l'amélioration des résultats d'apprentissage qui modèlent les meilleures pratiques en reliant l'EFTP au monde du travail, et l'opérationnalisation des politiques pour qu'elles restent adaptées aux besoins en constante évolution des pays. Il est nécessaire de revoir en permanence les politiques pour qu'elles restent en phase avec les priorités internationales et de concevoir des politiques fondées sur le contexte. Les investissements devraient également cibler les TIC pour stimuler le désir des garçons et des filles d'aimer apprendre et de comprendre la raison d'être de l'enseignement EFTP.

Sur la base de l'expérience de Building Tomorrow, il est important d'utiliser des travailleurs professionnels pour sensibiliser les communautés à la nécessité de scolariser les enfants handicapés afin d'améliorer l'accès à l'éducation dans les domaines de la lecture, de l'écriture et du calcul. Le rôle des enseignants et l'enseignement au bon niveau sont cruciaux pour encourager les enfants affectés à accéder à l'éducation.

Les discussions ont porté sur les moyens innovants d'étendre les infrastructures physiques, y compris les équipements, parallèlement à l'augmentation des effectifs scolaires, tout en ciblant les communautés isolées et les filles dans le cadre de ces extensions ; sur ce qui est nécessaire pour qu'une solution d'apprentissage numérique de classe mondiale soit accessible, pertinente et utile pour tous les apprenants, y compris les plus vulnérables ; et sur les initiatives efficaces dans lesquelles la technologie a été utilisée / est utilisée pour élargir l'accès et l'équité dans l'éducation et la formation aux apprenants des populations vulnérables.

D'autres aspects sont les politiques ciblées que les gouvernements ont adoptées et mettent en œuvre pour encourager l'inscription des filles dans des cours critiques tels que les STEM et l'EFTP ; ce qu'il faut pour équiper ou former les conseillers d'orientation professionnelle avec des compétences pédagogiques appropriées ; établir des partenariats solides et une coordination avec le secteur privé pour améliorer l'accès et l'équité pour les apprenants des populations vulnérables et les travailleurs informels ; et tirer parti des politiques et stratégies existantes en matière de numérique et d'innovation pour améliorer l'alphabétisation numérique travaillant pour les apprenants des populations vulnérables.

### ***Messages clés :***

- Réviser continuellement les politiques en fonction des tendances mondiales en matière d'éducation afin de rester pertinent, rendre les politiques opérationnelles et documenter les leçons apprises afin d'informer la pratique.
- Concevoir des interventions contextualisées en référence à des géographies variées et impliquer les bénéficiaires participants pour assurer une mise en œuvre efficace des projets ou des programmes.
- Mettre en place des interventions pédagogiques durables par le biais du mentorat et des pratiques parallèles et encourager l'utilisation de la boîte à outils de la pédagogie sensible au genre (PGS) pour les enseignants, les formateurs et les dirigeants afin de faciliter l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation.
- Faire appel à des professionnels pour sensibiliser les communautés à la nécessité d'inscrire les enfants handicapés dans les écoles afin d'en améliorer l'accès.

## 5. CLÔTURE OFFICIELLE

---

Le secrétaire exécutif de l'ADEA, M. Albert Nsenyumva, a remercié S.E. Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, Vice-premier ministre et ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, des sciences et de la technologie de Maurice, pour avoir dirigé une équipe dévouée qui a bien travaillé avec l'équipe de l'ADEA dans l'organisation de la Triennale. M. Nsenyumva a également exprimé sa gratitude aux partenaires pour leur soutien et leurs contributions actives lors de la réunion de consultation des parties prenantes. Remerciant S.E. Dr Monica Musenero, ministre ougandaise des sciences, de la technologie et de l'innovation et présidente du Bureau de l'UA STC-ESTI et du Comité directeur de l'ADEA, le Secrétaire exécutif a déclaré : « Excellence Ministre Dr Musenero, nous vous entendons, nous aimons votre langage ». Il a fait remarquer que l'ADEA enverra le projet de déclaration ministérielle avec les lignes d'action aux ministres et aux chefs de délégation présents à la Triennale pour qu'ils fassent part de leurs réactions et de leur approbation avant de finaliser et de diffuser la déclaration auprès des parties prenantes de l'éducation, et a réaffirmé que « nous voulons apporter quelque chose que nous pouvons mettre en œuvre ».

Dans son message de clôture, S.E. Dr Monica Musenero a estimé que la Triennale avait permis aux gens d'être « corrects et non politiquement corrects ». Elle a appelé ses homologues ministres à adopter une « approche inhabituelle » en approuvant les déclarations qu'ils ont l'intention et la volonté de mettre en œuvre. « Approprions-nous chaque ligne de la déclaration », a-t-elle fait remarquer. Elle a également plaidé pour la création de plateformes de réflexion ou de groupes de réflexion aux niveaux continental, régional et national, ainsi que par des partenaires comme l'ADEA, afin de permettre l'afflux d'idées provenant des meilleurs cerveaux du continent. « Plus de délégation de la réflexion », a-t-elle annoncé. Appelant les acteurs à avoir le courage d'opérer des changements et de s'engager dans de nouvelles réformes dans les secteurs de l'éducation en Afrique, S.E. Dr Monica Musenero a plaidé pour une approche systémique, car l'éducation n'est pas complète tant qu'il n'y a pas de moyens de subsistance viables pour les gens, d'où la nécessité d'aligner toutes les interventions et les innovations sur l'objectif de l'éducation et sur les systèmes. Elle a remercié le vice-premier ministre mauricien, son chef de l'exécutif et l'équipe d'organisation du gouvernement, ainsi que l'équipe de l'ADEA sous la direction du secrétaire exécutif, pour l'excellente organisation de la Triennale. Elle a également apprécié les précieuses contributions de ses collègues ministres, des chefs de délégations des pays et des partenaires, notant que « nous avons enfin une coalition de pensée. » **Enfin, S.E. Dr Monica Musenero a annoncé que l'Ouganda accueillerait la prochaine Triennale.**

Clôture de la Triennale de trois jours, S.E. Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, Vice-premier ministre et ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, des sciences et de la technologie de l'île Maurice, a déclaré que c'était un privilège pour l'île d'accueillir la Triennale de l'ADEA. Elle a reconnu les contributions des orateurs, des présidents, des modérateurs, des experts et des panélistes pour la qualité et la profondeur des débats et des discussions. Le vice-premier ministre a déclaré que cette Triennale était un événement opportun pour les systèmes éducatifs africains, qui se déroule à un moment critique de la période de transition, alors que les pays sortent progressivement de l'impact négatif de la COVID-19. Elle a appelé les dirigeants, les partenaires et les parties prenantes à s'engager dans la construction de la résilience pour soutenir le développement de l'Afrique, alors que les décideurs politiques repensent et réorientent les agendas et les trajectoires de l'éducation. Elle a réitéré l'appel de S.E. Dr Monica pour des prochaines étapes plus orientées vers l'action, en disant

que le rapport de la Triennale sera sous la forme d'un plan d'action à partir de la réflexion menée au cours des trois derniers jours de la Triennale. S.E. Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun a souligné les points suivants :

1. La COVID-19 a érodé certains acquis de l'éducation en Afrique, mais a également présenté des opportunités pour toutes les parties prenantes de l'éducation de travailler à la réorganisation des systèmes éducatifs du continent afin de faciliter les programmes de réinsertion et de travailler à l'amélioration des résultats d'apprentissage.
2. Il ne suffit pas de verbaliser les engagements et les intentions ; il est bien plus impératif de les mettre en œuvre, de la politique à la pratique. Des preuves et des données précises issues de la recherche universitaire seront essentielles pour aborder les problèmes et éclairer l'action. Cela implique également de repenser le secteur du DCTP pour former la main-d'œuvre de demain. L'une des actions concrètes immédiates consiste à créer le premier groupe de réflexion sur le DCTP à Maurice, suivi d'autres groupes selon les domaines d'intérêt de la Triennale.
3. Les acteurs de l'éducation doivent mieux coopérer et collaborer pour trouver collectivement des solutions aux défis communs de l'éducation en Afrique. « Nous devons marcher ensemble pour aller loin... et nous parler les uns aux autres ». Les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle majeur à jouer, en établissant un lien étroit avec l'industrie aux niveaux régional et continental, avec une forte orientation Sud-Sud.
4. Les enseignants ont un rôle de premier plan à jouer dans le renforcement de la résilience systémique. Des enseignants de qualité font des écoles de qualité et des résultats d'apprentissage de qualité. Pour développer correctement le capital humain de l'Afrique, il faut renforcer les capacités de ses enseignants et éducateurs.
5. L'éducation en Afrique doit, par nécessité, garantir un apprentissage fondamental. L'impact de la crise de l'apprentissage sur le système éducatif africain a montré que l'apprentissage fondamental est essentiel pour ancrer l'apprentissage tout au long de la vie. Il est donc impératif de renforcer les compétences pédagogiques des enseignants réguliers et ruraux. La prise de décision dans les universités, entre autres, devrait ramener le récit d'une éducation supérieure pour l'éducation de base.

S.E. Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun a conclu en rappelant que la Triennale a donné l'occasion de faire converger les idées. Pour traduire ces idées en actions concrètes, l'Afrique doit regarder ensemble dans une même direction en tant que continent, malgré sa diversité, car elle a le même objectif de construire des systèmes éducatifs plus forts et plus avancés, de réaliser sa renaissance et d'aider ses enfants et ses jeunes à devenir de jeunes citoyens productifs et de jeunes Africains responsables. « La voie à suivre est la nôtre », a-t-elle déclaré en déclarant la Triennale officiellement clôturée.

## 6. CONCLUSION

---

La Triennale 2022 de l'ADEA a réaffirmé l'engagement de réformer les systèmes éducatifs du continent, après l'expérience de la pandémie de COVID-19, pour qu'ils soient de meilleure qualité, alignés sur les besoins réels de l'Afrique et plus résistants aux chocs extérieurs. Les ministres africains de l'éducation et de la formation, les représentants des principales institutions panafricaines et les partenaires du développement ont réaffirmé leur engagement et leur soutien en faveur de l'éducation en Afrique afin de s'assurer que le continent relève les défis identifiés en matière d'apprentissage, en particulier au niveau de la formation de base, du DCTP, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, compte tenu des impacts négatifs de la COVID-19. Les événements parallèles organisés par les partenaires, ainsi que les sessions plénières et en petits groupes qui ont suivi, ont fourni des informations essentielles sur les quatre sous-thèmes et les trois thèmes transversaux de la Triennale. Enfin, les ministres de l'éducation et leurs délégations ont renouvelé leur engagement à agir sur les engagements d'action approuvés lors du Sommet sur la transformation de l'éducation à New York en septembre 2022, et à utiliser la feuille de route d'action pour mettre en œuvre les recommandations de la Triennale 2022 de l'ADEA pour les trois à cinq prochaines années. Les ministres ont approuvé la [déclaration ministérielle](#).

## 7. ANNEXE

---

- **Déclaration ministérielle**
  
- **Sessions plénières :**
  - [Cérémonie d'ouverture officielle de haut niveau](#)
  - [Discours d'ouverture](#)
  - [Lancement du rapport Spotlight](#)
  - [Table ronde des ministres et des PDG 1](#)
  - [Table ronde des ministres et des PDG 2](#)
  - [Rapport de synthèse sur les principales conclusions des discussions de la veille - Présentation des principales questions transversales](#)
  - [Rapport final - Présentation des recommandations clés pour informer le plan stratégique de l'ADEA](#)
  - [Cérémonie de clôture](#)
  
- **Sessions parallèles :**
  - Apprentissage fondamental : [Session 1](#) / [Session 2](#)
  - Développement des compétences techniques et professionnelles : [Session 1](#) / [Session 2](#)
  - Enseignement supérieur et recherche scientifique : [Session 1](#) / [Session 2](#)
  - Impact de la COVID-19 : [Session 1](#) / [Session 2](#)
  
- **Messages de solidarité :**
  - [M. Rodger Voorhies, Président de la Division de la croissance et des opportunités mondiales de la Fondation Bill et Melinda Gates](#)
  - [Mme Jutta Urpilainen, Commissaire aux partenariats internationaux, Union européenne](#)
  - [S.E. Mme Svenja Schulze, ministre fédérale allemande de la coopération économique et du développement](#)
  - [Mme Stefania Giannini, Sous-directrice générale pour l'éducation, UNESCO](#)
  - [Dr Peter Materu, chef des programmes, Fondation Mastercard](#)
  - [Mme Ji-young Park, Directrice générale, Bureau de la coopération internationale, Ministère de l'éducation, République de Corée \(ROK\)](#)

# Triennale

Maurice | 19-21 octobre 2022

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Groupe de la Banque africaine de développement (AfDB)

Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II, 01 BP 1387

Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Tél : (+225) 2720263964 - Email : [adea@afdb.org](mailto:adea@afdb.org) - Site web : [www.adeanet.org](http://www.adeanet.org)



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika  
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا  
Association for the Development of Education in Africa  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



RÉPUBLIQUE DE MAURICE  
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement  
Tertiaire, des Sciences et de la Technologie